

Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875

Mise au point scientifique

L'industrialisation de l'Allemagne fut tardive : ce n'est qu'à partir de 1835 qu'ont lieu notamment la mécanisation dans l'agriculture prussienne et le développement du chemin de fer. Le premier cycle de croissance durable soutenu par l'industrie se produit en 1844-1847, mais c'est surtout après 1870 que l'industrie s'impose en Allemagne. En 1850, il n'y a que 4 % de travailleurs dans l'industrie, et on ne peut pas encore parler de classe ouvrière car les statuts et les origines des ouvriers sont très différents¹. Pour autant, c'est dans la Confédération germanique puis dans l'empire allemand (à partir de 1871) que s'organise le premier parti du mouvement ouvrier d'Europe occidentale², pour devenir très vite le parti socialiste le plus puissant du continent. En 1904, au congrès de l'Internationale³ à Amsterdam, Jean Jaurès rend hommage au parti allemand comme « l'exemple d'une action suivie, méthodique, d'une organisation graduelle et puissante, qui ne se rebute devant aucun sacrifice, et ne se laisse ébranler par aucun assaut ». Cette social-démocratie allemande compte alors 400 000 adhérents, 78 journaux dont 54 quotidiens, des millions d'électeurs et des liens avec le monde syndical. En 1914, le SPD est fort de 1 085 905 membres. La trajectoire des syndicats allemands impressionne elle-aussi puisque la confédération générale des syndicats créée en 1892 s'est vite imposée comme un partenaire incontournable pour le SPD, montant vite ses effectifs à plusieurs millions d'adhérents, présents dans toutes les branches d'activité. L'idée communiste est présente dès les années 1840 avec l'influence de Karl Marx sur la pensée socialiste allemande. Ainsi, les sociaux-démocrates allemands intègrent le marxisme dans leur corpus idéologique jusqu'en 1959 et le parti communiste allemand (KPD) voit le jour en 1919, impulsé par le mouvement spartakiste. Le premier gouvernement de la république allemande dite de « Weimar » (à partir de 1918) est dirigé par les sociaux-démocrates du SPD, qui mènent alors la répression contre la révolution du KPD. Le fossé creusé dans le sang entre les deux partis de gauche est durable : ils ne sauront pas s'unir face au nazisme. Le long hiver de la répression nazie (1933-1945) aboutit en 1945 à une refondation rapide des forces de gauche, mais qui se heurte vite à la partition du pays : deux mouvements ouvriers suivent alors chacun leur chemin. Aujourd'hui, plus de 20 ans après la réunification de 1990, le SPD est demeuré un grand parti de gouvernement ; le communisme, y compris est-allemand est désormais intégré dans le nouveau Parti de gauche (Die Linke) tandis que le syndicalisme allemand est souvent montré comme un exemple par sa vigueur et sa capacité à impulser des décisions pertinentes dans les entreprises, via la cogestion. Il est un des moteurs du fameux « modèle social allemand ».

On comprend bien que l'histoire du socialisme, du communisme et du syndicalisme en Allemagne est une seule et même histoire : l'histoire du socialisme au sens large, en tout cas celle du mouvement ouvrier⁴ allemand. Nombre de questions viennent à l'esprit du professeur chargé d'enseigner ce thème aux élèves français de Terminale des classes générales en 2012 :

¹ Jacques-Pierre GOUGEON, *La social-démocratie allemande 1830-1996. De la révolution au réformisme*, Paris, Aubier, 1996, p. 19-20.

² Jacques-Pierre GOUGEON, *ibid.*, p. 9.

³ La II^{ème} internationale fondée en 1889.

⁴ Le terme de « mouvement ouvrier » désigne l'ensemble des mouvements (syndicats, coopératives, mutuelles...) et partis organisés, à partir du XIX^{ème} siècle, pour améliorer les conditions d'existence des ouvriers et se posant en représentants de la classe ouvrière.

1. Quand et comment naît le mouvement ouvrier en Allemagne ?
2. Comment se développe la social-démocratie allemande jusqu'en 1914 ?
3. Comment réagissent les socialistes allemands au déclenchement de la première GM ?
4. Comment évolue le mouvement ouvrier allemand après la 1^{ère} guerre mondiale ?
5. Quelle résistance / répression sous le nazisme ?
6. Quelle rénovation du SPD après la Snde GM ?
7. Quel « socialisme » en RDA ?
8. Quelles recompositions après 1989 ?

I. Les débuts du mouvement ouvrier en Allemagne

L'Allemagne du milieu du XIX^{ème} siècle est la Confédération germanique mise en place par le Congrès de Vienne de 1815 : 38 Etats souverains, un pouvoir fédéral à Francfort-sur-le-Main (assemblée des ambassadeurs de chaque Etat : Bundestag (Diète)). Malgré la mise en place progressive de constitutions et de Chambres de représentants, les mesures répressives de Metternich ont favorisé la résignation. Avant 1848, la vie publique est muselée⁵ : la loi du 5 juillet 1832 stipule pour l'ensemble de la Confédération germanique : « Toutes les associations qui poursuivent des buts politiques (...) doivent être interdites dans tous les Etats de la Confédération ». Les partis politiques ne peuvent pas exister. La vie politique varie beaucoup selon les Etats et la presse est soumise à la censure⁶. Cela a retardé la naissance d'une vie politique moderne. Dans les années 1840, les assemblées régionales réclament des libertés et des constitutions, les Allemands, mieux scolarisés, se politisent. Les partis allemands ont ensuite connu une évolution en quatre temps, qui correspond d'ailleurs à l'histoire de l'Allemagne :

- Avant 1871, une très longue genèse entravée par l'absence d'Etat unique et un défaut d'institutions autorisant leur formation.
- Après 1871 se mettent en place de véritables organisations locales et nationales. Mais l'absence de régime parlementaire qui leur interdit l'exercice du pouvoir laisse leur organisation inachevée jusqu'au début du XX^{ème} s.
- Sous la République de Weimar, les forces politiques et les milieux se modifient peu, les partis participent au pouvoir.
- Après 1945 et le *Stunde null*⁷, une simplification des partis s'opère.

La naissance des partis politiques allemands a lieu entre 1848 et la fin des années 1850. Le premier « parti » se désignant comme tel est le parti progressiste en 1861.

Les historiens entendent par « parti politique » au sens large un groupe de citoyens qui partagent une vue politique commune et cherchent à atteindre des buts politiques précis. Une organisation structurée est alors mise en place qui ambitionne la conquête et l'exercice du pouvoir⁸.

Dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle se mettent en place cinq « milieux⁹ » (conservateur protestant, libéral de la bourgeoisie protestante (un de gauche et un de droite), catholique et socialiste de la classe ouvrière) que recouvrent peu à peu les partis.

Des partis peuvent se mettre en place s'il existe :

⁵ Jacques-Pierre GOUGEON, *op. cit.*, p. 15.

⁶ En France à la même époque, la charte de 1830 établit la liberté d'opinion et de la presse.

⁷ « L'heure zéro ».

⁸ Alfred WAHL, *Les forces politiques en Allemagne, XIX^{ème} – XX^{ème} s.*, Paris, A. Colin, 1999, p. 343.

⁹ Un « milieu » est composé d'individus qui partagent des convictions et des aspirations communes, des valeurs et un mode de vie propre.

- Une société moderne dégagée des liens féodaux et corporatifs et une liberté d'exprimer des antagonismes (expression, presse, association).
- Un système de gouvernement avec représentation parlementaire et élections.

1. Aux origines du mouvement socialiste allemand

Le début du mouvement socialiste allemand procède de deux courants : les réfugiés en France et l'éclatement de l'école hégélienne (les hégéliens de gauche qui interprètent Hegel dans le sens de l'action révolutionnaire). Le mouvement est le fait d'intellectuels et non d'ouvriers¹⁰. La pensée socialiste allemande, outre l'influence de Feuerbach¹¹ et de Moïse Hess¹², est surtout le fait de publications et de traductions d'ouvrages sur le socialisme français ou anglais.

A partir de 1843, Karl Marx¹³ devient la personnalité montante du mouvement socialiste. Il évolue vers le socialisme sous l'influence de Friedrich Engels, qui l'incite notamment à se tourner vers l'économie. Ses publications se succèdent : les *Thèses sur Feuerbach* à propos de la notion d'aliénation, *La sainte famille* ou encore *L'idéologie allemande*. C'est la mise au point progressive du socialisme scientifique, le matérialisme historique est en gestation. Début 1846, Marx et Engels créent le *Kommunistische Korrespondenzbüro* à Bruxelles avant de le transférer à Londres, à côté de la Ligue des Justes de Wilhelm Weitling¹⁴ créée en 1837. En juin 1847 se tient le congrès des communistes sous l'égide de la Ligue des Justes. Marx est absent mais on adopte son mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », ce qui montre sa victoire. Un second congrès a lieu fin 1847 en présence de Marx. Des statuts d'un parti sont adoptés. C'est le moment où Marx et Engels écrivent *Le manifeste communiste*. Mais ces idées n'atteignent guère les ouvriers allemands, moins politisés qu'en France ou en Angleterre. La classe ouvrière n'est pas constituée et les ouvriers d'usines sont une infime minorité. Avant 1848, des courants politiques existent mais sans vraiment d'organisation.

A la suite de la révolution parisienne de février 1848, l'Allemagne est en ébullition. Les revendications de libertés s'expriment et on exige un Parlement pour toute l'Allemagne : c'est la mise en place du Vorparlament (pré-parlement) de Francfort pour préparer des élections. Les organisations politiques se structurent alors¹⁵. Mais faute de disposer de véritable représentation à Francfort, le mouvement ouvrier s'est orienté vers le terrain extra-parlementaire. Les membres de la Ligue des communistes rentrés de l'étranger en mars 1848 publient un programme de 17 revendications (république unitaire, nationalisations, impôt sur le revenu...) signé par Marx et Engels, mais ce courant ne parvient pas à fonder une véritable organisation. Cologne est ensuite le centre qui réunit les intellectuels autour de la *Neue Rheinische Zeitung* de Marx, revenu en Allemagne en avril. Marx échoue face à la répression qui suit à mettre en place un réseau pour préparer la révolution. D'autres initiatives, dispersées, sont lancées :

- Andreas Gottschalk crée une association ouvrière en Rhénanie (à Cologne) avec des artisans. Elle compte 4000 membres en avril 1848. Il fonde des espoirs dans la démocratie, ce qui lui vaut des rapports conflictuels avec Marx.

¹⁰ Alfred WAHL, *op.cit.*, p. 41-42.

¹¹ Hégélien de gauche, il a travaillé sur la notion d'aliénation, qui influencera Marx.

¹² Hess est le père du « socialisme vrai », il a étudié le problème de la vente par les ouvriers de leur force de travail pour créer des richesses en faveur d'autres.

¹³ Voir la biographie de Jacques ATTALI, *Karl Marx ou l'esprit du monde*, Paris, Fayard, 2005.

¹⁴ Weitling est un tailleur qui a vécu à Paris et est influencé par les socialistes français.

¹⁵ Alfred WAHL, *op.cit.*, p. 53-55.

- Stephan Born, typographe berlinois, qui a séjourné à Paris, et rencontré Marx et Engels, crée en mars 1848 un comité central des ouvriers, qui s'adresse aux ouvriers mais aussi aux couches moyennes, d'orientation plus réformiste que révolutionnaire. Il fonde une fédération de comités et d'associations : la Fraternité ouvrière (Arbeiterverbrüderung) qui compte plus de 12 000 adhérents. Elle s'apparente à un syndicat car s'oriente vers l'aide aux ouvriers en difficulté¹⁶. Elle réclame la reconnaissance du Parlement de Francfort.

L'effervescence de 1848 avec la mise en place de partis calqués sur les milieux socio-politiques laisse place en 1849 à la répression qui frappe les démocrates et les socialistes, tandis que les libéraux abandonnent le débat politique. En 1849, c'est l'échec du Parlement de Francfort. Les mouvements de révolte sont écrasés par l'armée prussienne, la répression est énorme. Les associations politiques sont surveillées. La nouvelle législation du Bund sur les associations du 13 juillet 1854¹⁷ met un terme définitif à l'expérience 1848. La vie politique se réveille à la fin des années 1850, notamment avec le changement de souverain en Prusse¹⁸. Mais il ne reste plus d'organisations ouvrières structurées. Seules ont survécu des caisses mutuelles de maladie ou de décès. Les grèves débouchent alors rarement sur la volonté de créer un mouvement syndical.

Le terme « social-démocrate » est utilisé pour la première fois par Friedrich Hecker, comme synonyme de démocratie sociale. Il était un des représentants de la gauche à l'Assemblée de Francfort en 1848. Le terme est dès l'origine ambigu car contenant à la fois les idées de réformisme et de révolution. Stefan Born, fondateur de la Fraternité ouvrière, se revendiquait « social-démocrate » et expliquait qu'il fallait « chercher à réconcilier (...) le pouvoir des ouvriers et le pouvoir des capitalistes, [les faire] aboutir (...) à un accord librement consenti. » Mais pour Karl Marx et Friedrich Engels, la social-démocratie devait porter en elle la lutte des classes. Ils rejetèrent donc en 1850 ces « républicains petit-bourgeois »¹⁹. Dès le départ, réformisme et révolution s'opposent donc.

Cette première social-démocratie (avant 1860) était ancrée dans des milieux de base spécifiques marqués par les artisans²⁰. Elle fut plus un mouvement populaire de petits producteurs qu'un mouvement de classe. Et elle en était consciente. Elle s'est formée avant tout en tant que mouvement non pas socialiste, mais démocratique, comme aile gauche du courant démocratique de 1848.

2. La naissance de la social-démocratie allemande

a. La constitution de syndicats

Les syndicats allemands se constituent entre 1861 et 1867, quand sont abolies dans les Etats les lois contre les associations ouvrières²¹. C'est en décembre 1865 que naît la première organisation syndicale s'étendant à l'ensemble du territoire allemand, l'Association allemande des ouvriers du tabac. Les imprimeurs, les tailleurs, les ouvriers du bois et les mineurs suivent dans les années

¹⁶ Jacques-Pierre GOUGEON (*La social-démocratie... op.cit.*) indique que la Fraternité ouvrière a renforcé le sentiment d'appartenance à une catégorie de la société [les ouvriers], terme qui s'applique d'ailleurs à l'époque autant à l'ouvrier d'usine qu'au compagnon, journalier ou même à l'artisan.

¹⁷ Cette loi fédérale impose aux Etats allemands de « dissoudre les associations ouvrières et les fraternités encore existantes qui poursuivent des intérêts politiques, socialistes ou communistes ».

¹⁸ Le 26 octobre 1858, le prince Guillaume remplace son frère Frédéric-Guillaume IV.

¹⁹ *Adresse du Comité central à la Ligue*, mars 1850.

²⁰ Beatrix BOUVIER, « Les débuts de la social-démocratie allemande » dans Anne-Marie Saint-Gille (dir.), *Cultures politiques et partis aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles : l'exemple allemand*, Lyon, P.U.L., 2005.

²¹ Jacques-Pierre GOUGEON, *op. cit.*, p. 68.

suivantes. L'ouvrier qualifié devient le fer de lance du mouvement ouvrier. En 1869, on estime le nombre d'ouvriers organisés au sein des syndicats à 70 000.

C'est au cours de cette décennie 1860-1870 que deux authentiques partis ouvriers voient le jour²². Ils sont issus des associations culturelles (il y en a plus de 100 vers 1862) qui veulent former les ouvriers pour leur permettre une ascension sociale, mais qui, souvent dirigées par des notables libéraux, refusent les discussions politiques.

b. L'ADAV²³ (Association allemande des travailleurs) de Ferdinand Lassalle, premier parti ouvrier allemand.

Ferdinand Lassalle, né en 1825, issu d'un milieu aisé, a fait des études de philosophie. Il s'intéresse à l'avenir de la classe ouvrière et intervient devant des auditoires d'ouvriers en 1862 et au début de 1863. Il veut donner le premier rôle à l'Etat qui, seul, peut assurer à l'ouvrier une vie décente, mais doit être réformé ; il préconise l'unité allemande sous direction prussienne et pense qu'un parti ouvrier est nécessaire. Le 1^{er} mai 1863, il lance un appel où il pose les bases d'un parti politique :

« L'association ouvrière doit se constituer en parti autonome... La présence de l'organisation ouvrière dans les institutions légales de l'Allemagne est seule à pouvoir satisfaire sur le plan politique ses légitimes intérêts... »

Il participe alors au congrès allemand des travailleurs de Leipzig de mai 1863, organisé par les membres de l'association culturelle de la ville. L'ADAV est fondée le 23 mai 1863. Lassalle en est le chef exécutif, il nomme et révoque les responsables locaux, de façon dictatoriale et il l'assume. Mais il meurt dès août 1864 suite à un duel. Fin 1864, le nombre d'adhérents est peut-être de 5000 dans toute l'Allemagne, avec Hambourg au centre du dispositif. Le parti se mobilise surtout pour les élections mais aussi pour la diffusion de la propagande, la presse, les fêtes...etc. La succession de Lassalle pose problème : plusieurs chefs se succèdent avant qu'en mai 1867, Jean-Baptiste von Schweitzer réussisse à réunifier le parti. Il dirige lui aussi de façon dictatoriale et le journal *Sozialdemokrat* est créé fin 1866. Schweitzer doit faire face à des contestations internes puis échoue aux élections pour le Reichstag. Le parti et le journal sont alors dans un état financier critique : Schweitzer cède sa place en 1871 à Hasenclever.

c. Le VDAV²⁴ (Fédération des associations ouvrières allemandes)

Lassalle n'a pas réussi à rallier l'ensemble du mouvement des associations ouvrières. Le dirigeant libéral Léopold von Sonneman fonde une organisation rivale : le VDAV qui fédère les associations ouvrières restées à l'écart de l'ADAV.

Elle considère le problème social comme une question d'éducation et la démarche politique n'est pas privilégiée, ce qui suscite des dissensions internes, notamment sous l'impulsion de Wilhelm Liebknecht²⁵ et August Bebel²⁶. Liebknecht a rencontré Bebel en 1865, l'a familiarisé avec la pensée de Marx et en a fait un socialiste, ce qu'il n'était pas avant. Bebel enlève la présidence du VDAV en

²² Alfred WAHL, *op.cit.*, p. 73-77.

²³ ADAV : Allgemeiner deutscher Arbeiterverein.

²⁴ VDAV : Verband deutscher Arbeitervereine.

²⁵ Wilhelm Liebknecht est né en 1826, a étudié à Zurich, s'est rendu à Paris en 1848, à Londres entre 1850 et 1862 où il a rencontré Marx. Il est ensuite journaliste à Berlin puis à Leipzig au cœur du mouvement ouvrier.

²⁶ August Bebel est né en 1840 et n'a pas l'expérience de 1848. Il est tourneur à Leipzig à partir de 1860. Il n'est pas convaincu par Lassalle et ne veut pas d'un parti de classe coupé des libéraux de gauche.

1867, Liebknecht en dirige l'organe central le *Demokratisches Wochenblatt*. Lors du congrès de septembre 1868, les deux tiers des 93 associations présentes adoptent le programme de l'Association internationale des travailleurs (AIT) fondée à Londres le 28 septembre 1864 par Marx²⁷, qui souligne notamment que l'émancipation des classes laborieuses ne peut être obtenue que grâce à leur propre lutte. Le VDAV devient finalement une organisation marxiste.

3. Fusion et programmes

Il y a désormais deux organisations ouvrières importantes. Mais elles ont des divergences, notamment à propos de l'unité allemande : le VDAV derrière Bebel considère la Prusse comme une « immense caserne », que la guerre de 1866 a divisé la patrie allemande et désapprouve les méthodes de Bismarck. Au sein de l'ADAV, deux dirigeants importants font scission sur ce thème de l'unité : Wilhelm Bracke et Theodor Yorck, et ils veulent une organisation unique, ce qui va dans le sens du souhait de Bebel qui éprouve le besoin de mettre sur pied une organisation nouvelle. Les deux tendances invitent à un congrès des travailleurs allemands à Eisenach du 7 au 9 août 1869. Le congrès décide la fondation du Parti social-démocrate des travailleurs²⁸ (SDAP). La direction est collégiale (il n'est pas question de revenir aux façons dictatoriales des chefs de l'ADAV), élue et contrôlée par les adhérents. Le parti se reconnaît comme une section de l'Association internationale (AIT).

Le programme est l'œuvre de Bebel, qui considère qu'il est possible de s'allier à la bourgeoisie libérale-démocratique, rejette la politique unitaire de Bismarck et prône la solidarité internationale. Il veut :

- Fonder un Etat populaire qui combatta l'injustice et mettra fin à la domination de classe.
- La fin du système de production libéral et la suppression du salariat. La nationalisation des terres et des moyens de production. Le travail coopératif.
- La séparation de l'Eglise et de l'Etat.
- Le remplacement de l'armée par une milice populaire.
- Le droit de créer des syndicats, la liberté de la presse.
- Le remplacement des impôts indirects par un impôt progressif et un impôt sur les successions.
- Le droit à instruction gratuite et obligatoire. Etc.

Le programme contient des aspects radical-démocratiques et marxistes, et emprunte des éléments à l'ADAV qui existe toujours. C'est un parti d'orientation plutôt réformiste, ce qui se manifeste d'ailleurs par la reconnaissance progressive de l'activité syndicale et par le soutien aux actions lancées par les ouvriers pour l'amélioration de leur situation matérielle, notamment lors des mouvements de grève, comme celui des mineurs de Waldenburg en Silésie, fin 1869. Ainsi, Wilhelm Liebknecht prend part, en avril 1870, au congrès de Zwickau où est constitué le Syndicat international des travailleurs des mines, des hauts-fourneaux et des salines²⁹.

Le nouveau parti se divise lors de l'entrée en guerre de la Prusse en 1870 sur la question de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, que refusent Bebel et Liebknecht, qui sont d'ailleurs arrêtés.

Après la guerre de 1870-1871, la constitution du 16 avril 1871 ouvre la voie à une véritable vie parlementaire et permet aux partis d'assumer un plus grand rôle politique³⁰. Mais si les partis participent à l'élaboration de la législation au Reichstag, le Reich s'oppose souvent aux partis et il faut attendre octobre 1918 pour qu'un régime parlementaire soit finalement instauré sous la pression des circonstances.

²⁷ Cette AIT fut la « Première Internationale ».

²⁸ SDAP : Sozialdemokratische Arbeiter Partei.

²⁹ Jacques-Pierre GOUGEON, *op. cit.*, p. 80.

³⁰ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 83-84.

II. Comment se développe la social-démocratie allemande jusqu'en 1918 ?

1. Le congrès d'unification et le programme de Gotha

En 1871, l'ADAV (les Lassaliens) et le SDAP (les Eisenachiens) apportent leur soutien à la Commune de Paris. Le 25 mai 1871, Bebel prononce un discours au Reichstag qui sonne comme une déclaration de guerre du prolétariat aux possédants :

« Soyez convaincus que le prolétariat européen dans son ensemble et tous ceux qui ressentent dans leurs cœurs ce que sont la liberté et l'indépendance regardent vers Paris. Messieurs, je vous rappelle que la lutte qui se déroule à Paris n'est qu'une petite bataille d'avant-poste, que la grande bataille en Europe est encore à venir (...) »³¹.

Mais les deux partis demeurent rivaux. L'ADAV reste le plus puissant avec peut-être 21 000 membres en 1872. Mais le SDAP, plus organisé et plus actif avec son journal *Der Volksstaat*, obtient 6 élus lors du scrutin de 1874, l'ADAV 3.

Malgré d'importantes dissensions et sous la pression de la base impatiente, une commission bipartite prépare la fusion à partir de février 1875³². Le congrès d'unification se réunit à Gotha du 23 au 27 mai 1875³³, avec 56 délégués du SDAP pour ses 9000 membres et 73 de l'ADAV pour ses 16 000 membres. La volonté d'aboutir est générale. Un programme est alors publié à l'issue du congrès : c'est le programme dit de Gotha, dont Wilhelm Liebknecht est le principal rédacteur. Parmi les principes énoncés, il est affirmé que « le travail est la source de toute richesse et de toute culture », que le produit du travail appartient à chacun selon ses besoins raisonnables. Les instruments du travail appartenant à la classe capitaliste, la classe ouvrière est dépendante, ce qui constitue la cause de sa misère et de son esclavage. La libération du travail implique le transfert des instruments de travail à la société et l'organisation coopérative en vue d'une répartition juste des résultats. Cette libération doit être l'œuvre de la classe ouvrière, les autres classes formant une seule masse réactionnaire.

D'où trois objectifs :

- Instaurer un Etat libre et une société socialiste
- Briser la loi d'airain du régime des salaires par la suppression du salariat
- Eliminer toute inégalité sociale ou politique

Le nouveau parti est conscient du caractère international du mouvement ouvrier. Il exige l'instauration de coopératives de production socialistes aidées par l'Etat et sous le contrôle démocratique des travailleurs. En matière d'organisation de l'Etat, il émet plusieurs objectifs :

1. Suffrage universel, direct, égal, secret, obligatoire à partir de 20 ans.
2. Législation directe par le peuple qui décide de la guerre et de la paix.
3. Service militaire pour tous.
4. Libertés totales d'expression, de presse, de réunions...
5. Justice populaire et gratuite
6. Education gratuite, laïque, obligatoire

Sont ensuite formulées huit revendications pour l'immédiat, dont l'impôt progressif sur le revenu, l'interdiction du travail des enfants, des femmes, le dimanche, une législation pour la santé, la protection et l'assurance pour les travailleurs. Ce programme concret est surtout du à l'oppression

³¹ August BEBEL, *Ausgewählte Reden und Schriften* [Discours écrits et choisis], tome I, Berlin, Dietz, 1970, p. 17.

³² Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 136-153.

³³ Le parti conservateur allemand est créé en 1876, un an après le parti social-démocrate.

subie par les deux tendances (Lassalliens et Eisenachiens). Marx a critiqué l'idée de loi d'airain des salaires et que toutes les autres classes seraient réactionnaires. Le programme est révolutionnaire dans la déclaration préalable mais contient beaucoup de propositions réformistes. Cependant, la rupture est totale avec le courant démocrate allemand et les catholiques.

Les postes de direction sont répartis entre les deux tendances. Le nouveau parti s'appelle le SAP : Sozialistische Arbeiterpartei. Il siège à Hambourg. En réalité, Bebel et Liebknecht qui ne sont pas à la direction, sont les personnalités les plus importantes. Les deux journaux officiels, le *Volksstaat* et le *Sozialdemokrat*, subsistent. Le nouvel organe de presse du parti, le *Vorwärts* (En avant) est fondé en 1876.

Les élections au Reichstag de 1877 donnent 9,1 % des voix et 12 élus. Un recul se produit en 1878 (9 élus) en raison de la répression contre le parti. En Prusse, des associations diverses sont créées pour contourner l'interdiction du parti. Mais il continue sa progression. Les délégués du congrès de Gotha de 1876 représentent 38 000 membres parmi lesquels des syndicalistes. Le parti possède alors une vingtaine de journaux dont 8 quotidiens, lus bien au-delà des militants. En 1875-1876, les recettes auraient été de 59 000 marks. Cela paie la presse mais aussi les permanents : 8 propagandistes, 14 semi-permanents, 123 orateurs.

2. La législation antisocialiste de Bismarck

Suite aux deux attentats contre Guillaume I^{er}, Bismarck fait voter une législation antisocialiste (sans qu'aucun lien n'eût été établi entre les attentats et les socialistes) : la loi du 21 octobre 1878 stipule que « les associations qui, par l'agitation sociale-démocrate, socialiste ou communiste, visent au renversement de l'ordre politique et social existant doivent être interdites. » La loi s'applique également aux syndicats. 153 associations sont dissoutes, 175 journaux et revues interdits, des militants chassés de leur domicile, 600 peines de prison sont prononcées. Bebel et Liebknecht sont contraints de quitter Leipzig. Bebel est poursuivi et emprisonné en 1882. Le mouvement continue plus ou moins clandestinement au sein de petits groupes dénommés les corpora, dont les chefs sont traqués par la police. Mais les socialistes peuvent toujours se présenter aux élections. Ils utilisent les différents clubs. Le journal *Der Sozialdemokrat* est imprimé en Suisse puis à Londres en 1888. Le pouvoir appartient surtout aux élus du Reichstag : Bebel, Singer, Liebknecht et Hasenclever. Les congrès ont lieu à l'étranger (Wyden, Saint-Gall en Suisse, Copenhague au Danemark). La fraction³⁴ du Reichstag et la base s'affrontent parfois – la base reprochant à la fraction son action trop légaliste. D'ailleurs, au congrès de Wyden (1880), la direction impose la poursuite pacifique de l'action, même illégale. L'action révolutionnaire est rejetée (Hasselman qui prenait pour modèle les méthodes des anarchistes russes est exclu). Mais la base veut contrôler les votes de la fraction. Bebel, Liebknecht et Vollmar parviennent à garder leur autorité tout en se montrant à l'écoute des critiques.

Cette période d'oppression a forgé une hostilité farouche contre le Reich mais aussi contre l'Etat, ce qui confortait l'enseignement de Marx et Engels. Bernstein et Kautsky sont alors les diffuseurs de la pensée marxiste. Mais le SAP n'est pas un véritable parti révolutionnaire. D'ailleurs, l'interdiction du parti et l'autorisation de participer aux élections et au travail parlementaire a probablement favorisé une pratique réformiste³⁵. C'est dans les années 1880 que sont arrivés Bernstein, Kautsky et Franz Mehring. Le parti a progressé entre 1878 (7,6 % et 9 députés pour 437 000 voix) et 1890 (19,7 % et 35 députés pour 1 427 000 voix) où il est le premier du Reich alors

³⁴ Le groupe des députés élus s'appelle la "fraction".

³⁵ Susanne MILLER, Heinrich POTTHOFF, *Kleine Geschichte der SPD. Darstellung und Dokumentation*, Bonn, 1991.

qu'il est toujours sous le coup de la législation antisocialiste. Cette loi dure jusqu'au 30 septembre 1890 et le renvoi de Bismarck.

3. La puissance du SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands)³⁶

Après 1890, on assiste à une montée spectaculaire du SPD, liée à un développement industriel sans précédent. L'Allemagne s'industrialise (la production de fer est multipliée par 10 entre 1871 et 1910) et s'urbanise. Lors du recensement de 1907, le Reich compte 8,7 millions d'ouvriers salariés dans l'industrie et l'artisanat, soit près de 40 % de la population active. L'expansion du SPD est due surtout à la croissance de cette population, qui accueille d'autant mieux son programme qu'elle ne profite qu'assez peu de la forte croissance industrielle allemande : entre 1890 et 1914, les salaires réels allemands augmentent annuellement de 1 % contre 4 % en France.

Un gros effort d'organisation du parti est mené (de la structure centrale jusqu'aux petites associations locales ou d'usine) au détriment de la vie interne, notamment après l'arrivée de Friedrich Ebert à la direction en 1907 (bureaucratisation, école du parti, formations, statistiques...). On passe de 31 permanents en 1901 à 100 en 1913. Ce renforcement de l'organisation bénéficie aux dirigeants et est critiqué par les jeunes (comme Rosa Luxembourg). En 1912, les deux tiers des députés au Reichstag sont des permanents. L'ancienneté et l'expérience ont tendance à primer. Mais les débats et mouvements demeurent possibles dans le parti. Il est composé de trois organes centraux : congrès, direction (Vorstand), fraction. Bebel est président du Vorstand depuis 1891, il détient le pouvoir effectif. La moitié des ressources du parti³⁷ viennent des organes de presse comme le *Vorwärts*. Dans les années 1910, phase cruciale qui précède la Grande guerre, c'est Ebert qui détient le pouvoir (Hugo Haase est souvent absent, Bebel malade meurt en 1913). Concernant la fraction, elle compte 22 % de permanents syndicaux en 1912 et parmi les élus, 50 sont passés par les syndicats. L'organisation du SPD est centralisée et disciplinée, c'est un corps de combat, qui se distingue sur ce point des autres partis. En 1914, le parti diffuse 94 organes de presse dont 90 sont quotidiens pour 1,5 millions d'abonnés et possède 62 imprimeries. Seul le *Vorwärts* est contrôlé par la direction (Auer).

Les adhérents ont triplé entre 1906 et 1914 (de 384 000 à 1 086 000³⁸ dont 16 % de femmes), dont 80 % d'ouvriers (souvent qualifiés), des artisans indépendants et peu de vrais prolétaires. Les bastions sociaux-démocrates sont à Hambourg, Berlin, Leipzig, Dresde et en Saxe.

Le parti encourage aussi la formation de groupes de chant choral, de théâtre, de jeu de quille, de gymnastique, de cyclisme (120 000 adhérents en 1909), de natation. Ces associations organisent des fêtes annuelles, qui permettent une meilleure intégration que les réunions du parti. En 1912, le SPD obtient 34,8 % des voix et 110 sièges au Reichstag – il forme le groupe le plus nombreux. Il compte aussi 13 000 élus municipaux en 1913, ce qui favorise le réformisme.

Les électeurs³⁹ du SPD sont des ouvriers protestants à 90 %. C'est un électorat urbain. Une partie des ouvriers vote pour les libéraux et les ouvriers catholiques votent majoritairement Zentrum. Le SPD séduit de plus en plus les couches moyennes nouvelles : employés et fonctionnaires. Il a plus de mal à convaincre les artisans et commerçants.

³⁶ Le SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands) s'appelle ainsi depuis le congrès d'Erfurt de 1891.

³⁷ Entre 1900 et 1912, les recettes de parti ont été multipliées par 12, pour atteindre près de 2 millions de marks. Le SPD pouvait ainsi se permettre d'aider d'autres partis européens. Le journal français L'Humanité, organe de la SFIO, reçoit ainsi 25 000 francs en 1906.

³⁸ En France, à titre de comparaison et même si les histoires respectives sont différentes, la SFIO, le parti socialiste qui s'est unifié en 1905, compte en 1914 moins de 100 000 adhérents.

³⁹ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 162-163.

4. Les débats internes au SPD

Une opposition interne existe entre les jeunes et la droite du parti, arbitrée par Bebel, comme souvent. Le parti reste fidèle à la lutte des classes mais pratique en réalité l'« attentisme révolutionnaire⁴⁰ », autrement dit renforcer le parti pour être prêt le jour, proche, de l'effondrement du système capitaliste. Le programme d'Erfurt (1891) confirme l'orientation révolutionnaire dans sa première partie, mais prévoit aussi toute une série de mesures pour arracher des concessions sans attendre. On retrouve l'essentiel des revendications exprimées à Gotha (1875), entre réformisme⁴¹ et volonté révolutionnaire.

Bernstein propose une critique importante des théories de Marx. Il constate qu'en Allemagne, les petites entreprises augmentent au lieu de disparaître absorbées par les grandes comme l'affirmait Marx. Donc, pour lui, l'idée de crise ultime du capitalisme tombe. Il conteste aussi l'idée d'un prolétariat uniforme en voie de paupérisation absolue. Celle-ci peut être évitée grâce à la lutte et l'alliance avec d'autres couches. Il met aussi partiellement en cause le matérialisme historique qui considère que l'évolution des sociétés est déterminée par l'économie. Pour lui, la volonté humaine via un socialisme éthique et un Etat progressiste peut être porteur de socialisme. Il considère l'attente de la révolution comme un « fatras utopique » et préconise donc la conquête de l'Etat par les moyens parlementaires pour en faire un outil de réformes. « Révisionniste », Bernstein n'est pas suivi par le parti. La droite propose d'être réformiste mais de ne pas le proclamer. Bebel lui reproche de tuer la foi et l'enthousiasme du mouvement ouvrier. Et à gauche, Rosa Luxemburg évoque la « trahison du socialisme » et rejette le réformisme dans *Sozialreform oder Revolution* (1899). Le révisionnisme est condamné lors des différents congrès, ce qui n'empêche pas la pratique réformiste de gagner du terrain chez les intellectuels, les syndicalistes (comme Karl Legien⁴², chef des syndicats libres) et les coopérativistes.

5. La force des Syndicats libres (Freie Gewerkschaften)

Le SPD s'appuie sur les syndicats libres (c'est-à-dire indépendants de tout attachement à des forces religieuses et politiques autres que sociale-démocrates) qui passent de 277 659 membres en 1891 à 2,5 millions en 1912⁴³. Ils dominent le monde syndical⁴⁴.

Après des tentatives peu viables d'unification du monde syndical dans les années 1860-1870, c'est en novembre 1890 qu'est créée à Berlin la Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands (Commission générale des syndicats allemands) chargée de préparer un congrès général. Cette commission est présidée par Karl Legien (1861-1920), à peine âgé de 30 ans, qui présidait l'Association des tourneurs de bois. Elle regroupe 53 organisations centrales sur 58 existantes. Le congrès des Syndicats libres crée l'Union générale des travailleurs. Elle réunit tous les 4 ans un congrès qui désigne la Commission générale à la tête de laquelle Legien demeurera jusqu'en 1920.

Karl Legien et Adolf von Elm, qui travaille à ses côtés, considèrent que le mouvement ouvrier doit renforcer son poids sur la société, bien au-delà des résultats électoraux du parti social-démocrate.

⁴⁰ Dieter GROH, *Negative Integration und revolutionärer Attentismus. Die Deutsche Sozialdemokratie des 1. Weltkrieges*, Frankfurt-M., 1973.

⁴¹ Le réformiste bavarois Georg von Vollmar (1850-1922) résume ainsi son action : « Dem guten Willen die offene Hand, dem Schlechten die Faust ! » : la main tendue à la bonne volonté, le poing à la mauvaise.

⁴² C'est Karl Legien qui a présidé la première conférence syndicale internationale en 1902 à Stuttgart.

⁴³ Jacques-Pierre GOUGEON, *op. cit.*, p. 104 et suivantes.

⁴⁴ Les syndicats libéraux comptent moins de 110 000 adhérents en 1912 et les syndicats chrétiens environ 350 000.

Von Elm a œuvré au développement des coopératives de consommateurs socialistes, qui comptent 751 000 membres en 1905.

Plutôt que les grèves et les conflits, les dirigeants des Syndicats libres ont opté pour des règlements paritaires de conflits via l'établissement de conventions collectives⁴⁵ (ce qui montrait pour eux l'égalité des droits des ouvriers dans la fixation des conditions de travail). Cette orientation réformatrice allait à l'encontre de la lutte des classes prônée par nombre de dirigeants du SPD. Karl Legien multiplia les rencontres avec eux et le congrès du SPD de Mannheim de 1906 adopte une résolution affirmant que « le parti et les syndicats forment un tout (...), les syndicats sont indispensables à l'amélioration de la classe ouvrière, (...) et ne sont pas moins importants que le parti social-démocrate ».

Le développement parallèle, mais en constante interaction, de deux organisations ouvrières, est une spécificité de la social-démocratie allemande.

6. Les divisions face à la guerre

Le déclenchement de la guerre secoue fortement le SPD. Le 25 juillet 1914, la direction publie un appel :

« Les classes dirigeantes qui vous oppriment durant la paix, vous méprisent et vous exploitent, veulent maintenant vous utiliser comme chair à canon... Nous ne voulons pas la guerre ! à bas la guerre ! ».

Quelques jours après, le 31 juillet, le *Vorwärts* change pourtant de ton :

« Si l'heure du destin sonne, les Vaterlandslosen Gesellen (individus apatrides) accompliront leur devoir et ne se laisseront surpasser d'aucune manière par les patriotes ».

Cette affirmation n'est cependant pas surprenante et correspond à ce qu'avaient prévu les sociaux-démocrates allemands depuis longtemps si leur pays était en danger⁴⁶. La prise en compte du sentiment national allemand s'est imposée depuis les années 1900, avec, entre autres, Gustav Noske, expert du SPD pour les questions coloniales jusqu'en 1914, et futur ministre de la Défense de la République de Weimar.

Le gouvernement Bethmann-Hollweg organise en 1914 des réunions avec les représentants de la fraction SPD au Reichstag afin de les consulter et de les rassurer sur ses intentions pacifiques. Les dirigeants sociaux-démocrates sont sensibles à cette attitude, et sont rentrés dans la communauté nationale⁴⁷, espérant aussi des concessions politiques⁴⁸, eux qui ont toujours été qualifiés par les autres partis comme des « ennemis de l'Empire ».

La fraction se divise en interne sur le vote des crédits de guerre (78 pour, 14 contre) mais la discipline est respectée et le vote des crédits se fait à l'unanimité. Des courants s'organisent alors et se réunissent séparément⁴⁹. Le 2 décembre, Karl Liebknecht est le premier à rompre la discipline et va au

⁴⁵ Les pionniers en la matière furent les ouvriers imprimeurs qui, en 1913, bénéficiaient tous d'une convention collective, contre 16,5 % des ouvriers allemands au même moment.

⁴⁶ Mais les dirigeants du SPD avaient plutôt prévu une guerre contre la Russie. Dans un discours au Reichstag du 4 décembre 1886, Karl Grillenberger déclarait au nom du groupe social-démocrate qu'une guerre avec la Russie, cet « ennemi mortel et héréditaire » était « inévitable », et que, dans ce cas, le SPD voterait les crédits de guerre. En 1914, la russophobie du SPD incite aussi au vote des crédits de guerre.

⁴⁷ Jacques-Pierre GOUGEON, *op. cit.*, p. 188-189.

⁴⁸ Une démocratisation, en Prusse notamment, et des réformes sociales.

⁴⁹ Cela se faisait déjà mais cela devient systématique.

bout de sa démarche en votant contre de nouveaux crédits. Le 20 mars 1915, Rühle imite Liebknecht⁵⁰ et 30 députés dont Hugo Haase ne prennent pas part au vote. En 1916, la rupture a lieu au sein de la fraction. L'éclatement du parti est proche.

III. 1918-1933 : le mouvement ouvrier allemand déchiré

1. L'éclatement du SPD : naissance de l'éphémère USPD et du KPD

En 1916, la fraction SPD au Reichstag fait scission derrière Hugo Haase et 20 autres députés, qui sont alors exclus du parti et fondent le groupe SAG (Sozialistische Arbeitsgemeinschaft – Communauté de travail social-démocrate). La scission s'effectue avec la création de l'USPD⁵¹ (Unabhängige Sozialdemokratische Partei – Parti social-démocrate indépendant) le 6 avril 1917 à Gotha. Le parti est composé de quatre tendances :

- Les spartakistes derrière notamment Rosa Luxembourg et Léo Jogisches. Cette tendance sera à l'origine du KPD.
- Les délégués révolutionnaires de Barth et Ernst Däumling, proches des spartakistes. Ils sont syndicalistes, partisans des élections et veulent l'unité du SPD.
- Le troisième courant réunit les partisans de la réunification avec le SPD. Ils veulent des listes communes pour le scrutin de janvier 1919. Ils ont peu d'influence. Bernstein et Kautsky en font partie.
- Les chefs constituent la quatrième tendance avec Haase, Dittmann, Hilferding et Ledebour.

L'USPD participe à des gouvernements dans les länder en 1918 et 1919, mais il n'obtient que 7,6 % des voix en janvier 1919. L'aile gauche rejoint le KPD à la fin de 1920. L'aile droite cherche une troisième voie entre la II^{ème} et la III^{ème} internationale : c'est la naissance à Vienne de l'internationale dite « deux et demie » qui vivotera peu de temps à l'instar de l'USPD. La fraction USPD comporte 61 députés en mai 1921. Le parti se rapproche peu à peu du SPD notamment à partir du moment où celui-ci retourne dans l'opposition. Une partie des militants USPD rejoignent le SPD à la fin de 1922.

Le 1^{er} janvier 1919, les spartakistes fondent le KPD⁵² (Kommunistische Partei Deutschland). La genèse du KPD remonte à la formation d'un noyau de gauche au sein du SPD entre 1908 et 1910 avec Rosa Luxembourg, Clara Zetkin et Franz Mehring, renforcé par Karl Liebknecht. D'autres petits mouvements communistes naissent alors en Allemagne (Brême, Berlin) et dans les syndicats. Ce petit groupe s'oppose publiquement au parti dès le 4 août 1914. Cela se précise avec la rencontre de Zimmerwald en septembre 1915. En janvier 1916, de sa prison, Rosa Luxembourg propose la fondation d'une nouvelle internationale. La décision est prise de publier des lettres clandestines : *Politische Briefe* puis *Spartakusbriefe*, d'où le nom donné au groupe : les spartakistes. En 1917, le groupe spartakiste avait adhéré à l'USPD. Le congrès qui donne naissance au KPD le 1^{er} janvier 1919 est agité. Faut-il l'appeler parti « communiste » (Liebknecht) ou garder le nom « socialiste » (Luxembourg, Jogisches) ? Le programme proposé par Rosa Luxembourg est adopté : désarmement de la police, constitution d'une garde rouge prolétarienne, remplacement des gouvernements, administrations par des délégués ouvriers et des parlements par les conseils d'ouvriers. Journée de 6 heures, expropriation des exploitations agricoles grandes et moyennes, des banques, des mines et des grosses entreprises. Pendant le congrès, Karl Radek, représentant de la Russie communiste, est

⁵⁰ Ces deux députés se retrouveront plus tard dans le parti communiste allemand (KPD).

⁵¹ Alfred WAHL, *Les forces politiques...op. cit.*, p. 181-187.

⁵² Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 223 à 239.

ovationné alors que les présents sont plus tièdes avec Rosa Luxembourg et Léo Jogisches. Mais le parti est bien plus démocratique qu'un parti bolchevique.

2. Le SPD assume le pouvoir dans la république de Weimar⁵³

Pendant la guerre, le SPD s'est aligné sur la politique annexionniste du pouvoir, se contentant des promesses du chancelier Bethmann-Hollweg sur le suffrage universel et direct. Il a aussi été associé à la gestion des tâches de l'arrière. Au moment de la création de l'USPD en avril 1917, le SPD devient Mehrheits-SPD (MSPD – SPD majoritaire). Au congrès de Wurzburg (octobre 1917), il affiche les mêmes positions qu'en 1914 : refus de la guerre de conquête, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc. Le discours se radicalise (en raison de la scission USPD) : les dirigeants félicitent notamment les révolutionnaires russes. A la fin de 1917, le MSPD exprime son désir d'assumer des responsabilités – il a déjà beaucoup d'élus municipaux, un sous-secrétaire d'Etat à l'Alimentation, Auguste Muller, des mouvements de femmes mobilisées pour l'action sociale, avec notamment Marie Juchacz, secrétaire aux femmes à la direction du SPD.

La position du parti est floue sur le régime politique. Ils souhaitent un régime parlementaire avec le suffrage universel direct. Mais le MSPD ne dispose ni de programme ni de stratégie pour les échéances cruciales qui l'attendent. Ebert se prononce nettement contre la révolution qu'il « hait comme le péché » et il penche pour une participation au gouvernement.

Au moment de la révolution spartakiste, un conseil des Commissaires du peuple est mis en place le 10 novembre 1918, avec parité MSPD / USPD (6 et 6) mais avec 12 soldats proches du MSPD. Un programme est annoncé le 12 novembre qui confirme toutes les libertés et revendique la journée de 8 heures ainsi qu'une politique sociale. Des accords syndicats (proches MSPD) / patronat permettent des concessions supplémentaires. La propriété des entreprises n'est pas contestée. Le MSPD veut disposer au plus vite de l'aval du suffrage universel, ce qui revient à vouloir déposséder les conseils d'ouvriers et de soldats du pouvoir. Le projet se heurte à l'USPD et aux spartakistes. Le MSPD impose des élections pour le 19 janvier 1919. En attendant, il se consacre au maintien de l'ordre et aux anciennes structures. Ebert veut confier les réformes à l'assemblée élue. Il est suivi par les militants. Il demande toutefois la nationalisation des mines et des réformes pour l'armée.

Finalement, le MSPD apparaît comme l'adversaire de la révolution et n'hésite pas à réprimer les manifestations. Trois commissaires USPD démissionnaires sont remplacés fin 1918 par trois MSPD dont Gustav Noske qui dirige les officiers de l'ancienne armée contre la gauche, notamment en janvier 1919. Le fossé se creuse entre les majoritaires d'un côté et l'USPD et l'extrême gauche de l'autre. Le 19 janvier, le MSPD obtient 37,9 % des suffrages et 163 sièges. Il est la première force dans presque tous les Länder. L'assemblée nationale réunie à Weimar élit Ebert président de la République. Philipp Scheidemann dirige le gouvernement qui comprend 6 ministres MSPD sur 13. Ils se consacrent à trois tâches : la répression des émeutes de Berlin, le traité de paix et la préparation de la nouvelle constitution. Scheidemann refuse de signer le traité de Versailles et démissionne, remplacé par le MSPD Gustav Bauer jusqu'en mars 1920. Des mesures sociales sont votées : protection contre la maladie, le chômage, instauration des conseils d'entreprises associant les salariés, entre autres.

Mais des grèves éclatent, les ouvriers déçus se radicalisent. En mars 1920, à l'occasion du putsch Kapp⁵⁴, les militants et syndicalistes se mobilisent sous la direction de Karl Legien, chef de

⁵³ Alfred WAHL, *ibid.*, p. 167 à 180.

⁵⁴ Wolfgang Kapp était l'un des leaders de l'union nationale avec le général Ludendorff. Ils veulent alors installer un régime militaire conservateur. À la signature de l'armistice de 1918 ils se considèrent comme étant victime du « coup de poignard dans le dos » (trahis par les parlementaires). En 1919, Wolfgang Kapp est élu au Reichstag en tant que monarchiste. En mars 1920, le capitaine Ehrhardt, commandant de la *II. Marine-Brigade*,

l'ADGB⁵⁵, pour sauver le gouvernement Bauer. Le mouvement ouvrier, victorieux, exige le départ de Noske, l'épuration de l'administration et des socialisations. En vain, l'armée réprime les grèves de la Ruhr. La sanction intervient au scrutin de juin 1920 : MSPD 21,6 % (102 élus), USPD 18 %. Le SPD⁵⁶ retourne dans l'opposition. Beaucoup de dirigeants marqués par une culture d'opposition sont d'ailleurs soulagés.

Dans les années 1920, le SPD est fort d'environ un million d'adhérents. Un électeur sur cinq est membre du parti. Mais la concurrence du KPD est rude. Le SPD est de surcroît un peu vieillissant : en 1932, la fraction SPD est la plus vieille du Reichstag. Le SPD demeure un parti ouvrier même si leur part diminue : 90 % en 1914, 60 % en 1930 au profit des fonctionnaires et des « couches instruites ». Il connaît aussi quelques succès dans monde agricole.

Les programmes du parti sont réformistes. On peut lire dans le préambule du programme adopté en 1921 :

« Le SPD est le parti des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Il vise à réunir tous les travailleurs manuels et intellectuels qui vivent des fruits de leur propre travail en vue d'une prise de conscience ». (...) La lutte des classes pour la libération du prolétariat (demeure) une nécessité historique et une exigence morale ».

On propose l'abolition de la peine de mort, de mettre fin à la justice de classe, la création d'école laïque et interconfessionnelle, la séparation des Eglises et de l'Etat, l'instauration de congés payés et un système universel de protection sociale. A Heidelberg en 1925, le programme est complété notamment en raison de l'arrivée d'une nouvelle aile gauche (ex-USPD) : on ajoute l'anticolonialisme, l'internationalisme, les Etats-Unis d'Europe. Au congrès de Kiel, Rudolf Hilferding, spécialiste en économie du parti, développe sa théorie du « capitalisme organisé » : il estime que le capitalisme est dépassé puisque l'Etat intervient déjà pour le corriger. Organiser le capitalisme avec le programme du SPD équivaldrait donc au socialisme. Lors de ce congrès, l'agriculture est exclue des lois marxistes : le petit agriculteur doit disposer de sa propriété. On assiste à un glissement progressif vers une renonciation à la révolution, entérinée par la majorité du parti, dont Kautsky, Otto Wels, le chef du parti et surtout Hilferding et Breitscheid. L'aile gauche est animée par les anciens USPD et Paul Levi. Un certain nombre de groupes de gauche contestent les orientations du parti⁵⁷.

En août 1923, le SPD revient pour peu de temps au gouvernement (dirigé par Stresemann), puis retourne dans l'opposition jusqu'au scrutin de 1928. Le parti subit des reculs électoraux : environ la moitié du potentiel est perdu, les deux tiers des pertes allant au KPD. En 1928, le SPD obtient 29,8 % des voix et 153 députés : il retrouve la chancellerie avec Hermann Muller. Mais il doit faire face à des contradictions entre le programme du parti et les exigences de la coalition gouvernementale. Muller démissionne en 1930 sur un désaccord à propos de l'assurance chômage.

Les relations avec le KPD n'ont jamais été pacifiées et le tournant du Komintern va les détériorer totalement. Le SPD devient un parti « social-fasciste ». Le 1^{er} mai 1929, le gouvernement

met ses six mille hommes à la disposition du général von Lüttwitz, commandant monarchiste du *Reichsgruppenkommando* de Berlin pour faire tomber la République de Weimar, en organisant une marche sur Berlin. La brigade occupe au matin du 13 mars 1920 les quartiers gouvernementaux, décrétant la mise en place d'un gouvernement provisoire, dont Wolfgang Kapp serait le chancelier. Le « putsch Kapp » échoue le 17 mars, après une grève générale de quatre jours organisée notamment par le KPD et le SPD.

⁵⁵ L'ADGB (Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund) est la Confédération Générale Syndicale Allemande, fondée le 5 Juillet 1919 à Nuremberg au premier congrès des syndicats libres d'après-guerre. Elle a pris la suite de la Commission Générale des Syndicats en Allemagne.

⁵⁶ Le nom de SPD a de nouveau cours à partir de 1925.

⁵⁷ En octobre 1931, certains membres de la gauche du parti quittent le SPD pour fonder la Sozialistische Arbeiterpartei (SAP).

SPD de Prusse réprime violemment la manifestation du KPD qu'il avait interdite : les 31 morts creusent encore le fossé.

Dans l'entre-deux-guerres, l'emprise du SPD s'étend dans toute la société, pour diffuser la sensibilité social-démocrate. A 14 ans, on entre dans la jeunesse socialiste et à 18 ans dans le parti. Les activités sont les réunions, les conférences, les lectures, la distribution de tracts, l'affichage, les fêtes, les randonnées, les chants, les danses... Les organisations culturelles proches du SPD ont atteint leur apogée sous Weimar⁵⁸. Beaucoup d'organisations sont nées après 1918, ainsi les juristes socialistes, les végétariens, les pêcheurs ou encore les culturistes... tous affichant la référence à la social-démocratie dans leur dénomination. D'autres organisations anciennes bénéficient d'une remarquable croissance après 1918, comme les cyclistes (314 000 en 1930) ou encore les libres-penseurs (de 6500 en 1914 à 600 000 en 1930). Certaines organisations disposent de locaux, de salles de sport, de piscines, etc... et même de magasins de vente, qui s'ajoutent au réseau national des coopératives de consommation de la mouvance SPD. Peter Lösche parle de « communauté solidaire social-démocrate ». Des relations existent entre les associations, ainsi lors d'une manifestation, les secouristes et les photographes socialistes sont présents. Pour Peter Lösche et Jean-Pierre Gougeon⁵⁹, cette communauté solidaire social-démocrate se caractérise par la situation sociale, l'orientation politique, l'adhésion à des valeurs et à une interprétation de l'histoire, à la vision du monde et au style de vie. Elle s'appuie sur des associations, sur la presse, les locaux, les fêtes. Elle fournit de l'entraide, des réseaux de communication et renforce les liens au moyen de symboles et de rites festifs.

3. Le KPD : révolution, écrasement, bolchevisation

a. Des débuts dans le sang

Dans les semaines précédant la chute du régime impérial en 1918, l'ambassade de la Russie révolutionnaire à Berlin devient un lieu de propagande. Peu après la proclamation de la république par le SPD Philipp Scheidemann, Karl Liebknecht annonce la révolution socialiste et proclame la République socialiste d'Allemagne depuis le Château le 9 novembre. La course au pouvoir est engagée avec les dirigeants du SPD. Les spartakistes se retrouvent vite en position d'opposants et tentent de contrecarrer les opérations de normalisation du SPD. Le combat est dirigé contre l'élection d'une assemblée nationale qui mettrait fin à l'influence des conseils. Rosa Luxemburg élabore la stratégie mais émet des critiques contre l'idée d'avant-garde militarisée de la classe ouvrière. Le rôle de Radek, représentant la Russie révolutionnaire est décisif lors de la fin 1918.

L'histoire du KPD débute par une succession de massacres. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés le 15 janvier 1919 par les troupes de répression de Noske⁶⁰.

Le 3 mars 1919, une grève lancée par la *Rote Fahne*⁶¹ à Berlin provoque une répression plus sanglante encore : 1 200 morts, dont Léo Jogisches. Après mars 1919, le KPD est clandestin. Il évolue vers une bolchevisation autonome, sous l'influence de Paul Levi. Au moment du putsch Kapp, le parti choisit finalement le régime mais se prononce autant contre la « démocratie bourgeoise » que contre la

⁵⁸ Peter LÖSCHE et Franz WALTER, *Die SPD. Klassenpartei – Volkspartei – Quotenpartei. Zur Entwicklung der Sozialdemokratie von Weimar bis zur deutschen Vereinigung*, Damstadt, 1992.

⁵⁹ Jacques-Pierre GOUGEON, *La social-démocratie allemande 1830-1996*, op.cit.

⁶⁰ Certains historiens se demandent d'ailleurs si Rosa Luxemburg aurait ensuite imposé sa vision démocratique et contré l'hégémonie des Russes au Komintern ?

⁶¹ *Die Rote Fahne* (*Le Drapeau rouge*) fut fondé le 9 novembre 1918 par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg à Berlin pour exprimer les idées de la Ligue spartakiste. Il devint l'organe central du KPD dès sa création, le 1^{er} janvier 1919.

« dictature militaire ». Dès le début du putsch, des communistes ont spontanément lutté aux côtés des sociaux-démocrates. Mais les résultats des élections de juin sont faibles (2,1 %).

L'USPD fusionne avec le KPD lors du congrès de Berlin (4-7 décembre 1920). 300 000 USPD avec députés, journaux et imprimeries rejoignent les 80 000 communistes. Mais le parti est en fait plutôt dirigé par les communistes.

Après l'exclusion du parti de Paul Levi, le KPD assume l'alignement sur le modèle bolchevique. Dirigé par Ernst Meyer, le parti s'engage dans la défense du régime au lendemain de l'assassinat de Rathenau. Il signe même un accord avec le SPD et l'ADGB, contre l'avis de Moscou et de l'aile gauche. Puis il lutte contre l'occupation de la Ruhr par l'armée française. Encadrées par le Komintern, des grèves sont lancées dans la Ruhr puis gagnent tout le pays. Des dirigeants KPD entrent dans certains Landtage (Saxe, Thuringe). L'idée de certains dirigeants comme Brandler était d'amener le SPD sur les positions du KPD. Le Komintern voulait peut-être aussi provoquer l'intervention de l'armée (Reichswehr) pour contraindre le SPD à basculer du côté du KPD. D'autres mouvements de grève échouent.

b. Un parti bolchevique organisé

En 1928, le KPD est organisé en 2 716 organisations locales et 28 districts. Le fonctionnement est peu démocratique. La direction centrale décide, désigne, contrôle. Le financement se fait par les cotisations et les collectes. Le Komintern ne serait intervenu que pour des actions spécifiques.

Après l'échec de l'offensive révolutionnaire de 1923, la direction est mise en cause. La gauche du parti se retrouve à la direction avec Ruth Fischer, Thälmann et Maslow. La liquidation du SPD est préconisée comme « une nécessité vitale ». Les acquis ponctuels sont condamnés car ils « renforcent l'illusion des masses ». Puis Fischer et Maslow sont écartés sur pression du Komintern car ayant suivi Zinoviev pour la succession de Lénine. Dahlem, Neumann, Remmele et Ulbricht accèdent à une direction toujours instable.

Le KPD progresse aux élections : 3,7 millions de voix en mai 1924 (12,6 %) et 62 sièges au Reichstag. Le parti retombe ensuite à 9 % en décembre 1924. En 1925, les élections présidentielles révèlent le poids du KPD : 1 872 000 voix (7 %) en faveur de son candidat Thälmann au premier tour. En se maintenant au second tour, il permet la victoire de Hindenburg. Grâce à ses 3 263 000 voix en 1928 (10,6 %), le KPD retrouve 54 députés, des « agitateurs envoyés en territoire ennemi ». Le parti a aussi des candidats et des élus aux scrutins locaux.

Le KPD essaie d'influencer les syndicats dans les petites et moyennes entreprises. La grande majorité des militants du parti est syndiquée. Après le congrès de Francfort d'avril 1924, l'idée est de fonder des syndicats propres. Les Revolutionäre Gewerkschafts-Opposition (Opposition syndicale révolutionnaire – RGO) voient le jour en 1929. Leur succès est mitigé (160 000 membres). Fin 1932, environ 10 % des membres du KPD continuent d'appartenir à l'ADGB.

Conscient de l'existence d'un militarisme populaire en Allemagne, le KPD fonde en 1924 une association d'anciens combattants largement ouverte, le Rote Frontkämpferbund qui organise parades et défilés en uniforme, avec tambours et drapeaux. Il est dirigé par Thälmann en 1925 et compte alors 100 000 adhérents. Il est interdit en 1929. En 1921, le KPD avait fondé la Internationale Arbeiterhilfe qui aide les chômeurs. En 1923, la Rote Hilfe (Secours rouge) était fondée pour aider les prisonniers politiques : 307 971 membres en 1931 dont 186 099 non-membres du KPD. Le KPD cherche aussi à encadrer la jeunesse. Le Kommunistische Jugendverband Deutschland (KJVD) accueille les jeunes de 14 à 23 ans (27 800 en septembre 1921, 70 000 en 1923 puis chute et stagnation vers 20 000). Adhérent-type, Erich Honecker y entre à 14 ans, et est envoyé à 18 ans à Moscou pour sa formation de futur cadre du parti.

Jusqu'en 1923, le KPD prête peu d'attention à la vie associative. Les communistes continuent d'adhérer aux associations socialistes. Des créations spécifiques apparaissent, parfois sur injonction de Moscou, car la base rechigne parfois à rompre la coexistence avec les sociaux-démocrates. Mais au total, la discipline de parti l'a emporté et les relations se sont coupées avec le SPD. Pour autant, le KPD n'a pas réussi à constituer un réseau aussi puissant que celui du SPD.

Le militant de base du KPD dispose d'une référence : le journal du parti. En 1927, le tirage des quotidiens se monte à 277 747 exemplaires. Il y a 330 000 abonnés en 1931. Il existe des journaux théoriques, régionaux, féminins...etc. Les tentatives de créer une école pour les cadres du parti ou des actions de formation ont presque toujours échoué. Les militants saisissent les lignes générales du combat via les journaux mais la connaissance des bases du marxisme est assez rare.

L'évolution des adhérents varie selon les historiens : 90 000 environ en 1919, 300 000 en 1921, 150 000 en 1924, puis remontée vers 300 000 en 1932. Le KPD n'est pas véritablement un parti de la nouvelle génération, même s'il l'est plus que le SPD. Le cœur du parti est formé des survivants des tranchées. Issus des anciennes forteresses du SPD, les adhérents du KPD sont majoritairement des protestants. Les 10 % de femmes sont essentiellement des épouses de militants. Le KPD est un parti passoire : 25 % des adhérents inscrits en 1927 y sont depuis 1920 et 10 % de ceux de 1930 depuis 1923.

En 1927, 80 % des communistes appartiennent à la classe ouvrière : 68,1 % sont des ouvriers d'industrie dont plus de la moitié d'ouvriers qualifiés. Il y a peu d'intellectuels : en 1927, 0,9 % des communistes ont fait des études supérieures. Dès 1927, le KPD devient le parti des chômeurs, et en 1931, plus de 70 % des ouvriers inscrits au parti n'ont pas d'emploi. Les cadres du parti sont plus qualifiés.

La rupture n'a jamais été totale entre militants communistes et socialistes, les communistes ayant du mal à considérer les socialistes comme leurs ennemis. Il existe des liens communs à travers la pratique de l'anticléricalisme, l'espérance en un avenir meilleur, le retour à l'ancienne unité ou la symbolique commune. Mais le militant communiste a aussi des spécificités. Il se réfère d'abord à une symbolique riche et nouvelle : la faucille et le marteau, le chant de l'Internationale, l'étoile rouge soviétique, le salut poing fermé. L'URSS est vue comme le « paradis des travailleurs ». Les bustes de Lénine se multiplient comme les jumelages entre villes allemandes et russes. La crise et l'absence apparente de difficultés analogues en URSS en pleine planification confortent le mythe. Des ouvriers y émigrent.

c. La tactique « classe contre classe » et ses conséquences (1928-1933)

Le Komintern engage à partir de 1928 la tactique « classe contre classe » dirigée contre les sociaux-démocrates. La droite du KPD devient pour Thälmann « l'ennemi principal ». Cette droite s'oppose à lui et il est finalement démis de son poste en raison d'une affaire. Mais Staline le remet en selle avec Remmele et Neumann. La droite du parti est exclue. Thälmann se laisse alors appeler le Führer. L'offensive contre le SPD est facilitée par le sanglant 1^{er} mai 1929. Les 25 morts contribuent à creuser davantage un fossé jamais comblé depuis 1918. Le SPD devient « l'avant-garde du fascisme », le « social-fascisme ». La stalinisation est achevée lorsque Thälmann proclame que la défense de l'URSS est « l'axe central de la politique révolutionnaire ». Le combat fratricide va se terminer dans la tragédie. Mais la base répugne parfois à suivre comme à Dortmund ou Duisbourg. Au cours des années 1930 à 1933, les accusations contre le SPD se multiplient. A l'été 1931, les droites et le NSDAP lancent un référendum contre le gouvernement SPD de Prusse. Moscou contraint le KPD à y participer. Neumann approche même des nazis.

Dans ce contexte, en janvier 1932, la direction refuse d'engager des pourparlers avec le SPD contre les nazis. Au début de novembre 1932, le RGO participe à une grève des transports à Berlin, en commun avec les nazis.

Le 30 janvier 1933, Thälmann lance un appel en faveur d'un front unique. Or en février 1933, un appel d'intellectuels antifascistes dans ce sens est rejeté par le KPD. Malgré la répression subie, le parti garde cette ligne. Il faudra attendre 1934-1935 pour que la tactique de front unique réapparaisse à Moscou où se trouve alors la direction du parti. A cette date, de nombreux dirigeants du parti ont déjà été tués ou emprisonnés comme Thälmann (exécuté à Buchenwald en 1944).

Avant 1933, le KPD a bénéficié d'un nombre croissant d'électeurs (13,1 % en 1930 et 77 élus, 14,3 en juillet 1932 et 89 élus, 16,9 en novembre 1932 et 100 élus).

En 1929, 15 283 communistes sont élus municipaux. Ils sont le maillon faible de la politique révolutionnaire car ils veulent des réalisations concrètes au prix de pactes avec le SPD⁶². Souvent, ils votent avec le SPD contre les nazis dans les communes (Leipzig et Meissen en janvier 1933), malgré l'envoi de commissaires politiques. A l'automne 1932, l'un d'eux signale que ses ordres ont provoqué la réaction suivante d'un militant : « Tu n'as rien à me dire et il m'en envoya une dans la gueule ». Mais la direction du parti parvient malgré tout à imposer sa ligne.

IV. 1933-1945 : le mouvement ouvrier allemand anéanti

1. Le SPD face aux nazis

A partir de mars 1930 et l'avènement de Brüning, débute la phase de paralysie et d'impuissance du SPD⁶³. Le parti choisit d'abord de voter contre les projets antisociaux de Brüning. Il n'obtient que 24,5 % des suffrages au scrutin qui suit en septembre. Mais face à la menace nazie, le SPD choisit la Tolerierungspolitik (tolérer Brüning). Wilhelm Keil dit, fin septembre : « Dans la situation politique où nous nous trouvons, nous n'avons d'autres solution si nous voulons éviter que les nazis arrachent le pouvoir ». Le SPD est contraint d'accepter des mesures antisociales : « nous devons donner priorité à ce combat aux dépens de tout le reste » dit le député Wilhelm Hoegner. Des jeunes socialistes s'opposent à cette politique et sont exclus du parti en même temps que la scission du SAP en octobre 1931. En août 1930, Hermann Heller déclare :

« Nous savons qu'un Etat ne peut être exclusivement assuré par le bulletin de vote ; et nous le prouverons, s'il y a une attaque frontale. Nous défendrons la Constitution, même les armes à la main s'il le faut ».

Lors des élections présidentielles de 1932, le SPD ne maîtrise plus rien. Pour éviter Hitler, il est contraint de soutenir Hindenburg. Au lendemain du 30 janvier 1933, beaucoup de manifestations ont lieu dans tout le pays. En dépit des violences, le SPD cède peu de terrain lors du scrutin de mars (18,3 %). Sur 124 élus, 94 sont présents lors du vote des pleins pouvoirs. A l'appel de leur nom, tous répondent négativement malgré les menaces de mort tandis qu'Otto Wels, le président du SPD, prononce un discours rappelant la fidélité du parti aux principes démocratiques et au droit.

L'union de la gauche n'avait pas été possible : Eberhard Kolb⁶⁴ indique que le SPD voulait sauver le régime républicain tandis que le KPD voulait le renverser et détruire aussi le SPD.

⁶² Klaus-Michael MALLMANN, *Kommunisten in der Weimarer Republik, Sozialgeschichte einer revolutionären Bewegung*, Darmstadt, 1996.

⁶³ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 175-180.

⁶⁴ Eberhard KOLB, né en 1933, est professeur émérite d'histoire à l'Université de Cologne.

Les dirigeants restés en Allemagne pratiquent la politique d'accommodement quand d'autres sont en prison ou en exil. Le 17 mai 1933, la fraction dirigée par Paul Löbe décide par 48 voix contre 17 de siéger au Reichstag et de voter en faveur de la déclaration de politique étrangère d'Hitler. La structure du parti en exil condamne cet acte. Le 22 mai, l'activité du parti est interdite et le SPD, comme les autres partis, est dissout le 14 juillet. Plusieurs dirigeants avaient émigré avant mai : Braun, Scheidemann, Hilferding, Breitscheid d'abord, puis Wels. Fin juin, le comité de l'exil devient la direction du SPD ; il prend la nouvelle abréviation de SOPADE (Sozialistische Partei Deutschland). Il s'installe le 25 juillet à Prague sous la présidence de Wels, entouré de Hans Vogel, vice-président, de Friedrich Stampfer qui dirige le *Neuer Vorwärts* et d'Ollenhauer. Les chefs prestigieux sont dispersés dans d'autres pays. Le 18 juin, le comité de l'exil définit son programme : « Dire la vérité au monde » et se mettre au service de l'action illégale dans le pays.

Jusqu'en 1935-1936, des groupes agissent à l'intérieur, sous l'impulsion des jeunes, moins connus de la Gestapo. Ces groupes agissent sur le thème « Hitler bedeutet Krieg » : Hitler c'est la guerre. La Gestapo parvient à stopper ces activités en 1936, qui continuent dans le cadre des réseaux associatifs ou familiaux et les rencontres sportives. L'action du SOPADE est aussi limitée : il achemine des tracts et journaux souvent sous la forme de revues avec de fausses couvertures. Les contacts avec les noyaux intérieurs disparaissent après 1936⁶⁵. La résistance interne refait surface autour de quelques personnalités pendant la guerre.

On recherche une alternative politique susceptible d'éradiquer le nazisme. Les contacts sont repris avec le KPD à partir de 1934. Les discussions pour mettre sur pied une organisation unitaire s'arrête avec le pacte germano-soviétique en août 1939. Les projets politiques sont radicaux et souvent inspirés par le marxisme. On prévoit le jugement des criminels, l'épuration de la bureaucratie, l'expropriation des grands domaines, des grandes banques et de l'industrie lourde avant même la mise en place d'un Etat unitaire et populaire. Ce socialisme plus radical est qualifié de social-démocratie allemande révolutionnaire ; il résulte des circonstances et vise à faire revenir au bercail les groupes des marges.

Le 15 mars 1941, l'Union des organisations socialistes allemandes en Grande-Bretagne voit le jour avec Hans Vogel comme président. Une ligne idéologique commune est définie entre le SOPADE et les autres groupes comme le SAP, ISK ou Neu Beginnen. Cette union est consciente que seul l'écroulement militaire du Reich peut amener la fin du nazisme. Elle proteste bientôt contre les projets de démembrement et s'oppose à l'idée de culpabilité collective du peuple allemand. Parallèlement, des socialistes participent aux ultimes actions contre le régime comme Julius Leber, Wilhelm Leuschner, Carlo Mierendorff et Reichwein qui le paient de leur vie.

Les sociaux-démocrates exécutés sous Hitler après condamnation sont environ 3 100 ; il faut y ajouter un nombre inconnu d'exécutés sans jugement. Plus de 10 000 ont séjourné dans des camps de concentration.

2. Le KPD écrasé

Après le 30 janvier 1933, les nazis contraignent les communistes non arrêtés à gagner la clandestinité ou à émigrer⁶⁶. Plusieurs milliers ont été arrêtés en février. Jusqu'en décembre, 100 000 communistes sont arrêtés. Selon Wilhelm Pieck⁶⁷, en 1935, sur 422 dirigeants nationaux, 219 ont été arrêtés, 24 assassinés et 125 ont émigrés.

⁶⁵ En avril 1939, la Gestapo indique qu'il existe 302 562 prisonniers politiques en Allemagne, dont beaucoup de communistes et de socialistes.

⁶⁶ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 238-239.

⁶⁷ Dirigeant du KPD après l'arrestation de Thälmann, puis après guerre, président de la RDA.

Dès mai 1933, une direction est mise en place à Paris. Des actions se développent dans le Reich grâce aux jeunes moins connus de la Gestapo : réparation de la *Rote Fahne* et diffusion d'écrit clandestin. Des militants continuent de résister même pendant la guerre mais peu ont survécu à la répression. 150 000 militants communistes connaissent la prison entre 1933 et 1945. 20 000 peut-être ont été assassinés.

Le lieu principal de repli, c'est l'URSS. Les communistes émigrés fondent le Comité national Allemagne libre à l'été 1943 en s'appuyant sur les prisonniers allemands.

Ce n'est qu'en janvier 1935 que la ligne de front populaire est souhaitée avec le SOPADE. Mais celle-ci reste méfiante. Le fossé ne sera pas comblé. Avec l'avance des troupes soviétiques vers l'Allemagne, Moscou caresse d'autres projets pour le groupe de réfugiés dont Walter Ulbricht.

3. Des syndicats neutres et neutralisés

Les syndicats⁶⁸ ont rapidement pris leur distance à l'égard des sociaux-démocrates, espérant ainsi préserver leurs organisations de la fureur nazie. Dès l'automne 1932, la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB) avait mis l'accent sur la nécessité de dépolitiser le débat syndical et d'adopter une attitude neutre à l'égard des gouvernements. Le 20 mars 1933, le président de la Confédération, Theodor Leipart, remet à Hitler un document dans lequel les syndicats s'engagent à représenter les intérêts des salariés, quelle que soit la forme du régime. Peine perdue puisque, le 2 mai 1933, les principaux responsables syndicaux, dont Leipart lui-même, sont emprisonnés et les locaux pris d'assaut sur l'ensemble du territoire par les SA et les SS.

V. Le mouvement ouvrier dans l'Allemagne de la guerre froide

1. La refondation du SPD à l'Ouest

a. Kurt Schumacher

Le rôle de fondateur intérieur du SPD⁶⁹ revient à Kurt Schumacher. Né en 1895, député réformiste au Reichstag de 1930 à 1933, il a connu prisons et camps de concentration (Dachau) pendant 10 ans. Il venait d'être libéré, lorsqu'une semaine après l'occupation de Hanovre, il y refonde le SPD, le 19 avril 1945. Il s'impose rapidement comme un chef charismatique du parti jusqu'à sa mort en 1952.

Le 15 juin 1945, le groupe de Berlin avec Otto Grotewohl, Max Fechner et Gustav Dahrendorf reconstitue le SPD dans la capitale. Ils annoncent vouloir rétablir l'unité de la classe ouvrière. Or Schumacher avait déjà insisté en mai sur les différences de nature entre le SPD et le KPD aligné sur l'URSS. Début octobre 1945, Schumacher est désigné responsable du SPD pour les 3 zones d'occupation occidentales. En septembre 1946, le SPD compte 600 000 membres pour 8 000 sections locales. Otto Grotewohl est le chef pour l'Est.

Schumacher, qui n'a pu empêcher la fusion à l'Est, est élu président du parti en mai 1946. Hostile aux soviétiques, il opte pour les valeurs des pays occidentaux et réclame le maintien de l'unité. L'identité du SPD est fondée pour longtemps. Comme il réclame le retour aux frontières de 1937, les vainqueurs se méfient de lui et le perçoivent comme un nationaliste. Or Schumacher opte déjà pour la construction d'une Europe mais en exigeant au préalable le retour à la souveraineté de

⁶⁸ Jacques-Pierre GOUGEON, *op. cit.*, p. 254.

⁶⁹ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 264-278.

l'Allemagne et un traitement d'égalité. Marqué par son itinéraire, il ne peut concevoir que les Allemands, encore moins les SPD, endossent tous la responsabilité du nazisme. Il rappelle alors aux Alliés que quand lui était déjà en camp, ils traitaient encore avec Hitler.

Guidé par Schumacher et Victor Agartz, le SPD envisage des planifications et des nationalisations pour éviter le retour du militarisme. Schumacher est convaincu que les Allemands le suivront sur ce point. Mais alors que Schumacher est de loin l'homme politique le plus connu, l'électorat se prononce en faveur de la CDU. C'est donc la CDU avec Ehrhard, qui dirige le Conseil économique de la bizonie de Francfort. Schumacher parie sur l'échec de la CDU et choisit donc la position d'opposant.

Le SPD et le bourgmestre de Berlin Ernst Reuter plaident en faveur de la consolidation politique des 3 zones occidentales comme préalable à la réunification. En conséquence, le SPD s'associe à la mise en place d'institutions qu'il veut provisoires. Ses 27 représentants au Conseil parlementaire (sur 65) participent activement à l'élaboration de la Loi fondamentale.

b. Une longue opposition (1949-1966)

Les élections au premier Bundestag de la république fédérale sont décevantes : 29,2 % des voix contre 31 % à la CDU. Schumacher et le SPD s'opposent à Adenauer sur la politique sociale mais surtout sur la politique extérieure, réclamant des efforts pour réunir les deux Allemagne. Schumacher voit d'un mauvais œil la construction européenne s'ébaucher avant la réunification. De plus, il rejette les quatre K : une Europe conservatrice, cléricale, capitaliste et cartelliste. Les sociaux-démocrates auraient peu d'influence dans cette Europe-là. Le SPD finit malgré tout par contribuer à la construction européenne, notamment après la disparition de Schumacher en 1952.

En 1953, le SPD obtient 28,8 % des suffrages, nouveau désaveu de l'opinion. Il ne dispose plus de la capacité de bloquer la réforme constitutionnelle indispensable pour remilitariser le pays – ce à quoi il s'opposait fermement. Le SPD finit par se résigner à accepter la création d'une Bundeswehr sous certaines conditions.

En 1957, le parti progresse à 31,8 %, mais l'écart avec la CDU-CSU s'est encore creusé⁷⁰. Les remises en question se font jour assez vite à tous les points de vue. La direction est partiellement renouvelée et le nouveau programme de Bad Godesberg (1959) redynamise le SPD. Les associations culturelles et de loisir avaient été abandonnées en 1945 pour sortir les militants et sympathisants de leur isolement. Le parti profite désormais plus de la popularisation des grands dirigeants régionaux comme Kaisen à Brême, Reuter et bientôt Willy Brandt à Berlin, Brauer à Hambourg.

En 1959, le SPD propose le « Plan pour l'Allemagne » (Deutschlandplan) préconisant une dernière fois la réunification dans l'immédiat. L'échec de la proposition montre que cette perspective est désormais sans avenir. D'où le projet de Wehner en faveur d'une politique commune fondée sur l'intégration à l'Ouest et sur l'OTAN (30 juin 1960). C'est le grand tournant de la politique extérieure du parti. La même année se produit un autre tournant : Willy Brandt est choisi comme candidat-chancelier pour les élections de 1961. Il réunit autour de lui des personnalités compétentes, nouvelles et parfois déjà populaires comme Fritz Erler, Alex Möller et Brauer. Brandt incarne un SPD nouveau style, très pro-occidental. Malgré un gain en 1961 (36,2 %), le SPD n'accède toujours pas au pouvoir. Lors des années suivantes, le parti se forge un profil de parti compétent grâce notamment à Brandt, Egon Bahr et Karl Schiller. En 1965, le parti frôle les 40 % (39,3 %) tandis que la CSU-CDU obtient 47,6 % : c'est un nouvel échec pour le SPD malgré les mauvais résultats économiques du gouvernement Erhard.

⁷⁰ La politique économique, sociale et internationale de Konrad Adenauer (CDU) a longtemps séduit les Allemands qui lui ont fait confiance de façon continue.

c. La modernisation du programme (Bad Godesberg, 1959)

Après 1945, Schumacher souligne que socialisme et démocratie sont indissociables, et que la démocratie suppose des transformations socialistes⁷¹. Toute collaboration avec les communistes est rejetée : pour lui, le KPD est lié à « la Russie », un Etat impérialiste et dictatorial. Le SPD recherche une troisième voie entre capitalisme et système soviétique. Le socialisme implique un régime démocratique fondé sur le droit et les libertés ainsi que sur une réforme administrative instaurant l'initiative des citoyens. Enfin, l'Allemagne doit être celle des frontières de 1937.

Dès 1947, Carlo Schmid se montre sceptique face aux théories marxistes et récuse l'idée de lutte des classes. Puis après 1949, le SPD cherche, entre autres propositions, à introduire la participation des salariés dans les entreprises.

Lors du congrès de Berlin de 1954, le christianisme et la philosophie classique sont considérés comme des fondements du parti à côté du marxisme. A partir de 1955, une commission est chargée de rédiger un véritable programme fondamental. La défaite de 1957 incite Ollenhauer à faire aboutir les travaux pour redynamiser le parti. Le congrès extraordinaire se réunit à Bad Godesberg en novembre 1959. L'absence de référence au marxisme fonde un parti nouveau : « Le socialisme démocratique qui plonge en Europe ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique... ». La théorie s'aligne sur la réalité. Le socialisme se résume à la promotion de la justice et de la liberté. Le SPD se rallie à l'économie de marché à condition que la concurrence fonctionne. Le contrôle des grandes entreprises ou la fondation d'entreprises publiques permettront de combattre l'évolution vers les monopoles. L'accent est mis aussi sur la codécision et le rôle positif des syndicats. Le rouge cède la place au bleu, le terme de *Genosse* (camarade) disparaît. Le SPD devient un parti du peuple orienté à gauche, et plus seulement un parti ouvrier.

d. L'exercice du pouvoir (1966-1982) : Willy Brandt et Helmut Schmidt

Le SPD accède au pouvoir en 1966, soit 36 ans après l'avoir quitté. Cela se fait grâce à l'alliance avec la CDU-CSU, voulue surtout par Brandt qui fait valoir que le SPD est désormais trop puissant pour demeurer à l'écart des affaires. Il pense que la participation au pouvoir sera bénéfique électoralement. Le SPD entre au gouvernement Kiesinger avec 9 ministres et 8 secrétaires d'Etat. Brandt obtient les Affaires étrangères et Schiller l'économie, deux postes essentiels. Cette participation se traduit par des succès aux élections régionales. Le parti gagne en légitimité auprès des ruraux et des catholiques. Les débuts de la politique d'ouverture à l'Est sont salués comme positifs. Mais la transformation du parti en parti du peuple (Volkspartei) et la collaboration avec la CDU suscitent des tensions notamment avec les jeunes du parti qui voient d'un mauvais œil l'abandon des grands principes historiques et la modération. Mais une volonté de réformes et de changements sociaux (révoltes étudiantes) bénéficie au SPD.

Karl Schiller pratique l'« action concertée » (entre représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats ainsi que des spécialistes de l'économie) pour plus de stabilité économique, par des négociations préalables en matière de salaires, d'investissements et de planification industrielle. Les ministres doivent aussi prévoir l'action de leur secteur pour 4 ans et préparer les budgets en conséquence. Cette politique est accompagnée d'une phase de prospérité économique (0,8 % de chômeurs en 1971). C'est la mise en œuvre de l'économie sociale de marché envisagée à Bad Godesberg.

⁷¹ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 270-278.

En mars 1969, un SPD, Gustav Heinemann est élu président de la république avec l'appoint des libéraux (FDP). Au scrutin de 1969, le SPD bénéficie d'une vaste mobilisation des milieux culturels et dépasse pour la première fois les 40 % (42,7 %). Willy Brandt devient chancelier dans le cadre d'une coalition avec le FDP. L'ouverture à l'Est (Ostpolitik) avec la Pologne, l'URSS et la DDR vaut à Brandt le prix Nobel. La révision de la loi sur le statut des entreprises du 15 janvier 1972 fait date⁷² : elle renforce le rôle des comités d'entreprise, qui participent avec les syndicats aux négociations avec le patronat sur tous les problèmes concernant les affaires quotidiennes, notamment l'organisation du travail et la politique de l'emploi. Dans certains domaines, comme l'aménagement du temps de travail, l'organisation des congés, les primes, l'évaluation du travail, l'accord du comité d'entreprise est obligatoire. Dans les entreprises de plus de 20 salariés, l'employeur doit consulter le comité d'entreprise avant toute embauche et tout licenciement. L'extension de la cogestion (présence des représentants des salariés au conseil de surveillance notamment) aux grandes entreprises aboutira avec Schmidt en 1976. Les droits des femmes progressent, de même que la législation sur l'avortement.

Le 19 novembre 1972, le SPD devient le premier parti avec 45,8 % des suffrages grâce à une mobilisation exceptionnelle en faveur de Brandt des jeunes, des femmes et des milieux culturels. S'ouvre alors une longue période de gouvernement de coalition avec le FDP, au cours de laquelle les dirigeants comme Brandt, Wehner et Schmidt ont su imposer leur autorité à la base d'un parti souvent déchiré.

A partir de 1973, le choc pétrolier empêche la poursuite des réformes et l'autorité de Brandt est usées par le travail de sappe de proches comme Wehner ou Schmidt qui contestent son style de travail et de vie et surtout par l'affaire Guillaume, proche conseiller de Brandt, en fait espion de la DDR. Le 16 mai 1974, Brandt cède sa place à Schmidt, mais conserve la direction du parti.

Critiqué par la CDU qui essaie de l'assimiler aux communistes, le SPD recule en 1976 avec 42,6 %, dépassé par la CDU. Cela fait naître le doute dans le parti, dont l'image est un peu brouillée, et le militantisme en baisse. Le souffle de l'ère Brandt a disparu. Willy Brandt s'efforce de réguler le parti, notamment en intégrant de nouveaux courants comme les Alternatifs ou les écologistes.

Les succès extérieurs de Schmidt, la préservation des acquis, la reprise de la croissance vers la fin de 1978 permettent au SPD d'améliorer ses positions régionales. En octobre 1980, le SPD obtient 42,9 %, en légère progression. Beaucoup d'électeurs ont choisi les Verts.

Au congrès de Munich d'avril 1982, le SPD définit un programme alternatif tout en laissant Schmidt poursuivre son action. En 1983, le SPD tombe à 38,2 % des voix.

e. Les années 1980

Pour le SPD en pleine recherche d'identité au cours de la phase de néo-conservatisme qui débute, l'alliance avec les Verts offre une ouverture. Cela est prématuré car ces derniers défendent des choix inconciliables avec un parti de gouvernement. Reste la solution de ravir aux Verts leur électorat. Mais le SPD n'apparaît plus comme le parti de la jeunesse et de l'innovation, ni comme celui de la compétence économique. Il obtient 37 % des voix en 1987. Brandt quitte alors la direction, remplacé par H.J. Vogel. Le parti remonte la pente dès la fin de l'année et gouverne seul en Rhénanie du Nord-Westphalie, en Sarre avec Oskar Lafontaine (1985), au Schleswig-Holstein avec Björn Engholm (1988), en Basse-Saxe avec Gerhard Schröder (1990) et en Rhénanie-Palatinat avec Rudolf Scharping (1991). La coalition avec les Verts est à l'essai à Francfort. Tout indique que le SPD reviendra aux affaires prochainement.

Le coup de tonnerre de la chute du mur en novembre 1989 rebat les cartes.

⁷² Jacques-Pierre GOUGEON, *op. cit.*, p. 362-363.

f. Quelle relation avec les syndicats⁷³ ?

Ce que certains appellent le « partenariat social » ne remonte pas aux origines des relations du travail en Allemagne, bien au contraire⁷⁴. La brutalité de la révolution industrielle avait donné naissance à une classe ouvrière nombreuse et concentrée, favorisé l'émergence d'une social-démocratie puissante et figé la majorité du patronat dans l'autoritarisme et la crispation sociale, le climat était d'abord durablement à la lutte de classes. Avant d'être, à partir des années 50 le pays où l'on fait peu grève, l'Allemagne des années 30 connaissait des conflits du travail particulièrement âpres et fréquents ; et avant que la République de Bonn ne se prévale d'une régulation des relations du travail économiquement vertueuse, sous la République de Weimar l'affrontement social a probablement achevé de déstabiliser une situation économique déjà précaire. Il y a en 1945 une forte volonté d'innovation dans les syndicats de salariés. Après 12 ans de répression sous le régime hitlérien, on entend tirer la leçon des erreurs du passé, avant tout en mettant fin aux divisions, synonymes de faiblesse, tant vis-à-vis du patronat dans les luttes sociales, que du parti nazi au moment de l'effondrement de la République. L'innovation majeure est le passage au syndicat unitaire. Mais la volonté de regroupement va plus loin : elle conduit à opter également pour un deuxième principe, celui du syndicat de branche, c'est-à-dire dans la plupart des cas des syndicats d'industrie (*Industriegewerkschaft*). Ce mode d'organisation, déjà expérimenté avant la guerre, transcende les différences de statut professionnel (employés, ouvriers – le cas échéant également fonctionnaires) et les identités de métier pour rassembler tous les salariés associés dans une même production : « un établissement, un syndicat » (*Ein Betrieb, eine Gewerkschaft*), tel doit être désormais l'adage. Enfin, pour achever de se renforcer, un troisième principe est mis en avant, celui de la centralisation, afin de donner davantage de pouvoir et une part plus importante des ressources aux centrales appelées à chapeauter les syndicats de branche. Ce programme est incomplètement réalisé. La centralisation se heurte au veto des puissances d'occupation occidentales, qui sont effrayées par la perspective d'une trop forte concentration de pouvoir au sein d'une organisation de masse – elle est par contre acceptée en zone d'occupation soviétique, facilitant le contrôle du syndicalisme par le parti communiste. En revanche, les deux autres principes sont mis en œuvre dans la majorité des syndicats des différentes zones occidentales, qui se fédèrent à l'automne 1949 au sein de la Confédération allemande des syndicats (DGB⁷⁵). Unitaire, la DGB n'en devient pas pour autant syndicat unique, car une partie, minoritaire, des employés et des fonctionnaires préfère adhérer à des organisations restant catégorielles et de métier, respectivement le DAG (*Deutsche Angestelltengewerkschaft*) et le DBB (*Deutscher Beamtenbund*). De même, une frange de syndicalistes chrétiens fait scission à partir du milieu des années 50 pour constituer le CGB (*Christlicher Gewerkschaftsbund - CGB*), ce qui fait aussi renaître des organisations de tendances idéologiquement concurrentes. Au total, environ 80 % des salariés restent pourtant organisés au sein de la DGB, ce qui lui donne une position hégémonique⁷⁶. Tout en entretenant une relation privilégiée avec le SPD, la DGB ne lui a pour autant jamais été inféodée.

⁷³ Wolfgang SCHROEDER, « Le SPD et les syndicats allemands : la mutation d'un partenariat privilégié », Fondation Friedrich-Ebert Paris, Octobre 2008, www.fesparis.org

⁷⁴ Alain LATTARD, « Le rôle des syndicats et du patronat en Allemagne », *Note du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)* n° 25, août 2005.

⁷⁵ *Deutscher Gewerkschaftsbund*

⁷⁶ Face à ce renforcement opéré dans un esprit offensif, les syndicats d'employeurs sont en revanche dans une position défensive, car le patronat est a priori suspecté d'avoir profité du régime nazi – ne serait-ce que grâce à l'interdiction du syndicalisme.

Jusque dans les années 1960, le SPD était dans l'opposition, et les deux entités ont vécu les premières transformations de leurs programmes respectifs et de leurs organisations. Puis entre 1966 et 1974, le SPD d'après-guerre a connu ses premières expériences comme parti de gouvernement. Les syndicats ont été impliqués dans l'élaboration des choix politiques (notamment pendant la période d' « action concertée » entre 1967 à 1977), et cela a été bénéfique pour les deux acteurs avec par exemple la définition des droits et du rôle des syndicats dans la loi sur l'organisation des entreprises de 1972 ou avec le soutien des syndicats à l'*Ostpolitik* initiée par Brandt. Mais avec la fin du boom économique, la politique s'est trouvée confrontée à de nouveaux défis, qu'elle a notamment cherché à relever par une plus grande implication des syndicats. Après l'échec de cette démarche et l'accroissement des tensions, on a même vu, au début des années 1980, les premières manifestations syndicales dénonçant la politique d'austérité du gouvernement conduit par le SPD. Avec le retour du SPD dans l'opposition de 1982 à 1998, un nouveau rapprochement s'est produit que reflète nettement le programme de Berlin de 1989 ; pour autant, on n'est pas parvenu à dégager de nouveaux contenus pouvant déboucher sur des accords stratégiques. Cette période de l'unification allemande a donné lieu à de fortes tensions, parce que les syndicats soutenaient, à travers leur propre réorganisation, la politique d'unification menée par le gouvernement d'Helmut Kohl, tandis qu'une part importante du SPD entretenait des doutes et des réticences face à la vitesse de cette unification. Les relations se sont à nouveau améliorées au cours des années 1990.

2. A l'Ouest, le KPD⁷⁷ (puis DKP), une formation rejetée, marginale puis interdite

Après la chute du nazisme, dans la zone soviétique, le KPD procède à la fusion-absorption du SPD pour former le SED. Mais à l'Ouest, le KPD doit suivre sa propre voie⁷⁸. Au lendemain de la capitulation, malgré la répression, il réussit à réunir environ 75 000 anciens militants de l'époque de Weimar. Max Reimann en prend la direction.

Durant les premières années, les perspectives sont bonnes : 324 000 adhérents en 1947. Mais l'évolution à l'Est est négative pour le KPD de l'Ouest. Il obtient 5,7 % des voix et 16 élus en 1949. Puis il devient une formation marginale (2,2 % en 1953, aucun député). Il est ensuite rejeté en RFA car perçu comme une simple antenne du SED, il est d'ailleurs piloté et financé par les Soviétiques. Il est interdit en 1956, alors qu'il ne dispose plus que de 78 000 militants. Les dirigeants principaux rejoignent la RDA. Les communistes essaient ensuite d'infiltrer d'autres petits partis pour les influencer.

Le parti communiste est à nouveau autorisé en 1968 sous le nom de DKP (Deutsche kommunistische Partei), mettant ainsi l'accent sur le caractère national du parti. Il reste néanmoins confidentiel dans l'opinion.

3. Les partis de l'Allemagne de l'Est (RDA)

Le SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands : Parti socialiste unifié d'Allemagne) est issu de la fusion du KPD et du SPD dans la zone d'occupation soviétique en avril 1946. Les autres partis sont créés pour intégrer toutes les couches sociales dans le nouveau système tandis que le SED dispose du monopole politique⁷⁹.

⁷⁷ Kommunistische Partei Deutschland

⁷⁸ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 307-308.

⁷⁹ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 324-330.

a. La domination du SED

Le 10 juin 1945, les anciens réfugiés allemands en URSS sont prêts : l'autorité soviétique autorise la reconstitution de partis antifascistes. Walter Ulbricht diffuse dès le lendemain un appel qui s'inscrit dans la phase nouvelle de l'Internationale :

« Nous pensons qu'il serait erroné de vouloir imposer le système soviétique à l'Allemagne. Nous considérons plutôt que les intérêts décisifs du peuple allemand imposent une autre voie, et plus précisément celle de l'édification d'un régime antifasciste, démocratique, d'une république parlementaire et démocratique... ».

Les cellules et les fédérations SPD fusionnent à la base contrairement aux ordres des directions. Le congrès de réunification des partis ouvriers a lieu les 21 et 22 avril 1946 : le SED est né. Cette fusion est le résultat de la contrainte : les membres de la zone occidentale de Berlin ont rejeté en interne la fusion à 82 %. Lors du congrès, un programme est élaboré : il vise à assurer la paix, restaurer l'économie et préserver l'unité. La planification économique est annoncée ainsi que le coopérativisme avec le concours des syndicats. Ce programme souligne que les libertés seront sauvegardées et l'égalité de la femme assurée.

Avec l'appui de l'administration militaire soviétique en Allemagne (SMAD), le SED est majoritaire aux élections de 1946. Ce sont les dernières élections relativement libres. Dès juillet 1948, les communistes entreprennent de transformer le SED en un parti de type soviétique et de faire la chasse aux anciens sociaux-démocrates, qualifiés d'« agents de Schumacher ». Une structure d'épuration est mise en place. Des milliers d'anciens SPD sont écartés, les arrestations se multiplient⁸⁰. Il n'est plus question de voie allemande vers le socialisme. Le centralisme démocratique est introduit à partir de janvier 1949. La CDU tente de résister.

Avec la création de la DDR, le SED occupe les postes de dirigeants de l'Etat : Pieck devient président et Grotewohl chef du gouvernement. C'est Walter Ulbricht, secrétaire général, qui est le véritable maître. En 1954, les statuts du parti prévoient que le SED exerce le rôle dirigeant au sein de l'Etat. Après le démarrage de la DDR, les élections libres, à la manière occidentale disparaissent et les mandats à la chambre du Peuple sont répartis selon un quota établi à l'avance.

Le SED compte entre 1 et 2 millions d'adhérents entre 1946 et 1989. Tout est fait pour enrôler un maximum d'ouvriers. Ils sont environ 55 % en 1973 pour 5 % d'agriculteurs et 20 à 30 % pour le reste. Il compte environ un tiers de femmes, mais peu de dirigeantes. Des membres des « partis bourgeois » occupent quelques postes élevés, mais politiquement non efficaces : le libéral Dieckmann est président de la Chambre du Peuple de 1949 à 1969, puis le CDU Götting lui succède jusqu'en 1976.

Discipline, obéissance, conformisme sont les qualités requises pour faire carrière. Toute critique vaut la dégradation, voire des poursuites. Après la révolte de 1953, beaucoup de dirigeants sont écartés et une large purge a lieu dans tout le pays. L'assouplissement du système à Moscou après 1956 encourage des modérés qui sont aussitôt éliminés par Ulbricht pour fractionnisme (Harich, Ernst Bloch, Wollweber, Karl Schirdewan).

En 1960, Ulbricht devient le maître incontesté du parti et donc de l'Etat jusqu'en mai 1971. L'appareil du parti compte 44 000 personnes toutes dévouées au bureau politique et surtout à Ulbricht. Le 6^{ème} congrès du parti de 1963 adopte un nouveau programme, composé de longues considérations

⁸⁰ Les anciens camps de concentration nazis comme Buchenwald ou Sachsenhausen, ont détenu jusqu'en 1950 122 671 prisonniers allemands, dont 156 ont été exécutés et près de 43 000 sont morts de maladies. Parmi ces prisonniers se trouvent d'anciens nazis mais aussi de nombreux sociaux-démocrates qui se sont opposés à la fusion de leur parti avec les communistes ou qui n'ont pas accepté l'évolution du SED.

théoriques marxistes, insistant sur l'amitié avec l'URSS, condamnant la RFA, consacrant une grande place à la transformation de la DDR par le socialisme et l'industrialisation. On relève même des pastiches des 10 commandements : « Tu dois vivre proprement, correctement et aimer ta famille », ou encore « Tu dois sans cesse... être économe ».

Le programme de 1976 débute par une définition du SED qui se déclare « l'avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière et du peuple travailleur », l'héritier des forces progressistes et du KPD. Il est question de résoudre la crise du logement jusqu'en 1990 et de développer toutes les branches industrielles grâce à la planification. Ce programme rejette l'idée de réunification. La DDR doit se développer comme nation socialiste. Le SED se propose néanmoins de soutenir les mouvements de libération nationale ainsi que les partis frères des Etats capitalistes. Le programme de 1976 traduit le raidissement du parti intervenu sous Erich Honecker. Il assigne à la DDR un alignement plus net sur l'URSS et impose un durcissement de l'application des fondements idéologiques.

b. Des partis alibis

Quatre partis composent le Bloc à la Chambre du Peuple. Ils ne participent pas à l'élaboration des décisions, mais se reconnaissent dans la politique suivie. Leur rôle est de promouvoir les transformations économiques et sociales auprès des couches qu'ils sont censés représenter. La CDU reconnaît le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Le LDP (libéraux) accepte la politique après la répression. Les deux autres partis (paysans et anciens nazis) sont encore plus marginaux. Ces partis avaient une fonction d'alibi et de simulation des réalités démocratiques. Mais cette mission d'alibi cesse vite tant le SED domine et dirige. Mais ces partis constituent une structure d'accueil pour les citoyens qui cherchent à se mettre à l'abri de la pression du SED, d'où leur relative attractivité.

VI. La gauche allemande depuis la chute du mur de Berlin (1989) et la réunification (1990)

1. La renaissance des partis à l'Est après 1989⁸¹

A la fin de 1989, les partis du Bloc ne jouent guère de rôle, sans doute trop assimilés au système. De nouveaux mouvements apparaissent :

- Le Neues Forum naît le 10 septembre 1989, interdit le 19 septembre, mais comptant déjà 3000 soutiens.
- Demokratie Jetzt (Démocratie maintenant)
- Demokratischer Aufbruch (Montée de la démocratie)

Le 7 octobre est fondé ou reconstitué un parti social-démocrate, d'abord SDP (Sozial-Demokratische Partei Deutschlands) pour souligner l'absence de lien avec le SPD de l'Ouest. Ibrahim Böhme en est le premier chef. Après la chute du mur, le SED essaie de se transformer. La CDU et le SDP reçoivent vite l'aide du frère de l'Ouest.

Le scrutin de mars 1990 donne les résultats suivants : CDU 40,59 %, SPD 21,76 %, PDS (ancien SED) 16,32 %. Les libéraux, la CDU et le SPD fusionnent avec leur homologue de l'Ouest au cours de l'année 1990.

⁸¹ Alfred WAHL, *op. cit.*, p. 324-330.

Le PDS enregistre ensuite une baisse de ses résultats et forme avec l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG) de l'Ouest en 2007 le nouveau parti Die Linke (parti de gauche).

2. Evolutions et recompositions du SPD

Alors que Brandt plaide pour une unification rapide, Lafontaine, le candidat chancelier demeure en retrait et veut prendre le temps. Il envisage une confédération et prédit des effets économiques et sociaux désastreux pour la politique d'unification à marche forcée de Kohl. Le SPD est désavoué aux élections, en 1990, notamment à l'Est. Lafontaine a privilégié la question sociale sur la question nationale. L'opinion a compris que le SPD était réticent face à la réunification.

Avec 33,5 % des suffrages, le SPD se retrouve au niveau des années cinquante. La baisse est nette à l'Ouest (35,7 %) et catastrophique à l'Est (24,3 %). Björn Engholm succède à H.-J. Vogel à la tête du parti. Le parti remonte. Rudolf Scharping conquiert le land de Kohl, la Rhénanie Palatinat, celui de Hesse bascule aussi et en 1994, le SPD est majoritaire au Bundesrat. Mais le scrutin fédéral est décevant : 36,4 %. La concurrence du PDS à l'Est et des Verts à l'Ouest condamne le SPD à la stagnation. Reste l'alliance avec les Verts à l'Ouest, celle avec le PDS à l'Ouest semble impossible.

Le SPD retrouve le pouvoir en coalition avec les Verts en 1998 (41 %) sous la direction de Gerhard Schröder. Le président du parti Oskar Lafontaine est nommé ministre des Finances. Le conflit entre la Realpolitik du chancelier Schröder et les positions keynésianistes plus marquées à gauche de son ministre/chef-de-parti est inévitable et aboutit à la démission de Lafontaine de toutes ses fonctions en mars 1999. Ayant perdu la majorité au Bundesrat un mois plus tôt, le gouvernement est dans l'obligation de s'entendre avec l'opposition pour la plupart des sujets majeurs, ce qui lui rend la situation difficile. Avec la publication en 2003 du programme de réformes libérales du chancelier Schröder (« l'Agenda 2010 »), et imposé contre de fortes résistances jusqu'à la fin de 2004, le SPD est traversé par une violente crise interne. Le gouvernement impose ces réformes au parti et à son groupe parlementaire suite à une forte pression du chancelier (menace de démission qui aurait probablement conduit à la victoire de la droite aux élections anticipées). Grâce à la discipline traditionnelle du parti, seule une poignée de députés du SPD déclare publiquement son opposition. La quasi-totalité de la direction soutient les réformes. Néanmoins, l'Agenda 2010 a fortement divisé les militants, de même que les syndicats, alliés traditionnels du SPD. Le résultat a été la formation d'un mouvement des sociaux-démocrates et syndicalistes déçus, la WASG⁸² (Alternative électorale travail et justice sociale).

Le parti essuie par la suite de lourds revers électoraux aux élections régionales face à ses rivaux, conservateurs de la CDU sur sa droite, PDS et WASG sur sa gauche (bien que ces derniers n'obtiennent que des résultats médiocres), et perd plusieurs centaines de milliers de militants. Le nombre des adhérents, proche d'un million dans les années 1970, passe à moins de 600 000 en 2005.

Suivent les élections fédérales de 2005, où cette fois-ci, ses rivaux à gauche WASG et PDS font liste commune sous le nom « Die Linke.PDS » (*La Gauche.PDS*), menés par l'ancien président du SPD, Oskar Lafontaine. Malgré les sondages qui prévoient une catastrophe pour le SPD, le parti limite les dégâts : bien que battu, il fait quasiment jeu égal avec la CDU (36,8 % des voix et 226 députés pour la CDU contre 36,2 % 222 députés pour le SPD). La CDU n'a par conséquent pas la majorité nécessaire pour former seule le gouvernement, alors que le SPD, au contraire pourrait mathématiquement former une coalition à gauche avec les verts (8,1 %, 51 députés) et Die Linke.PDS (8,7 %, 54 députés) qui réussit une première percée aux élections, et notamment à l'ouest. Le SPD refusant de s'allier à Die Linke préfère alors participer à une nouvelle *Grande Coalition* menée par la chancelière Angela Merkel (CDU), au gouvernement de l'Allemagne depuis 2005.

⁸² Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit

Après les élections, les principaux promoteurs de l'Agenda 2010, Gerhard Schröder et le ministre de l'Économie et du Travail, Wolfgang Clement, ont quitté le premier plan. Sous le nouveau président, Matthias Platzeck, plus conciliant que Schröder, le débat s'est calmé. Son successeur Kurt Beck doit alors stabiliser le parti dont il est le neuvième président depuis 1987, alors qu'il n'y en avait eu que trois entre 1946 et 1987. Un problème structurel pour le parti reste que son programme et son orientation officielle sont encore en grande partie ceux du congrès réformateur de Bad Godesberg de 1959 et des années 70, ce qui crée une division interne entre ceux qui souhaitent rester fidèle à ces idées et un courant favorable à une « modernisation » du parti vers des positions plus « centristes ». Pour contrer la montée en puissance de Die Linke, Beck oriente le SPD dans le sens d'une ligne politique plus ancrée à gauche, remettant en question les réformes entreprises sous l'égide de Schröder. Ce revirement fera long feu : dans le courant de l'année 2008 Beck est renversé par l'aile droite du parti, qui le remplace par Franz Müntefering et désigne Frank-Walter Steinmeier comme candidat à la chancellerie. Les deux hommes, proches de Schröder et membres du gouvernement de grande coalition ré-alignent le SPD sur ses positions centristes. Ce nouveau revirement stratégique est un échec : le parti s'effondre dans les sondages et obtient un résultat historiquement bas de 20,8 % des voix aux élections européennes de 2009 et d'autres résultats très médiocres lors de trois élections régionales organisées un mois avant les élections fédérales.

Ces défaites coïncidant avec une montée en puissance de Die Linke, le SPD entreprend un nouveau virage à gauche à quelques jours du scrutin fédéral, mais Steinmeier s'obstine à rejeter toute forme d'accord national avec Die Linke, et prône même la formation d'une coalition en feu tricolore fédérant le SPD, les verts et le FDP qui mène dans le même temps une campagne clairement libérale. La fin de non-recevoir adressée à Steinmeier par le leader libéral-démocrate Guido Westerwelle achève de ruiner les chances des sociaux-démocrates de se maintenir au pouvoir autrement qu'en maintenant en place la grande coalition sous domination chrétienne-démocrate.

Cette accumulation de difficultés et de contradictions est à l'origine d'une défaite historique aux élections fédérales de 2009 : avec seulement 23 % des voix, le SPD perd plus de onze points, un tiers de ses élus et réalise sa plus mauvaise performance depuis la chute du nazisme. Rejeté dans l'opposition, il semble entrer dans une crise durable. Lors du congrès suivant, tenu à Dresde les 12, 13 et 14 novembre 2009, le parti a rénové l'ensemble de sa direction. L'ancien ministre fédéral de l'Environnement Sigmar Gabriel est ainsi élu président avec 94 % des voix, tandis qu'Andrea Nahles, figure de l'aile gauche du SPD, devient secrétaire générale. Aucun vice-président n'est reconduit, et parmi les nouveaux figurent Klaus Wowereit, maire-gouverneur de Berlin à la tête d'une coalition avec *Die Linke*, et la ministre des Affaires sociales de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale Manuela Schwesig, jeune femme de 35 ans révélée au moment de la campagne électorale. Au *Bundestag*, le groupe parlementaire est dirigé par Frank-Walter Steinmeier.

3. Evolution et situation actuelle des syndicats⁸³

Depuis le retour du SPD au gouvernement en 1998, et suite à la réforme de l'Etat social et à des priorités divergentes, les tensions ont été presque permanentes avec les syndicats, sans que ni « l'alliance pour l'emploi » (1998-2003), ni la nouvelle loi (2001) sur l'organisation des entreprises, nettement remaniée et améliorée, ne parviennent à dissiper durablement ces tensions, qui se sont renforcées en 2003 avec la mise en place de l'Agenda 2010. Depuis l'avènement de la grande coalition (2005), les rapports se sont à nouveau détendus, sans toutefois donner lieu jusqu'ici à une nouvelle sérénité ou à de nouvelles perspectives de coopération.

⁸³ Wolfgang SCHROEDER, « Le SPD et les syndicats allemands... *op. cit.*

Les relations entre le SPD et les syndicats ont beaucoup changé. Les liens sont devenus moins étroits, plus compliqués et moins affectifs entre les programmes comme entre les personnes. Cette distance ne s'explique pas seulement par des fluctuations cycliques, comme il en a toujours existé, notamment selon que le SPD se trouvait dans l'opposition ou au gouvernement. S'y ajoute visiblement un processus de découplage idéologique, particulièrement marqué pendant les mandats de Schröder à la Chancellerie. Mais la cause principale de cette évolution, c'est que les adhérents et les électeurs des syndicats⁸⁴ et du SPD sont socialement de plus en plus différents. Pour autant, il faut aussi retenir que même après l'entrée au parlement du Parti de la Gauche (*Die Linke*), les relations entre les syndicats et la social-démocratie restent plus intenses et plus soutenues qu'avec tous les autres partis politiques. Ainsi, en 2005, près de 47 % des syndicalistes ont voté pour le SPD, tandis que 24 % votaient pour la CDU et 13 % pour le Parti de la Gauche. Sur deux niveaux essentiels - les adhérents et les électeurs – il existe une multitude de recoupements, même si la tendance est à la baisse. Les nets reculs du nombre d'adhérents et d'électeurs du SPD sont la conséquence de ses pertes sur ses terrains privilégiés traditionnels, chez les ouvriers, que le SPD n'a pas pu compenser par des gains de même ampleur ou une fidélisation d'autres milieux⁸⁵.

Les syndicats membres de la DGB⁸⁶

Syndicats	Principales branches	Nombre d'adhérents 2011
Industriegewerkschaft Metall (IG Metall)	Métallurgie, électrotechnique, sidérurgie, textile/habillement, nettoyage textile, travail du bois, automobile, électricité, menuiserie, plomberie, etc.	2 245 760
Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft (ver.di)	Services publics, commerce, banques et assurances, santé, transports, activités portuaires, médias, services sociaux et éducatifs, imprimerie, services privés, pompiers, etc.	2 070 990
Industriegewerkschaft Bergbau, Chemie, Energie (IG BCE)	Chimie, pharmacie, mines, fournisseurs d'énergie, etc.	672 195
Industriegewerkschaft Bauern-Agrar-Umwelt (IG BAU)	Bâtiment, nettoyage industriel, agriculture	305 775
Eisenbahn und Verkehrsgewerkschaft (EVG)	Chemin de fer, transport par rail	220 704
Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft (GEW)	Enseignement, éducation, enseignement supérieur	263 129
Gewerkschaft Nahrung-Genuß-Gaststätten (NGG)	Industrie agroalimentaire, meunerie, hôtellerie, restauration	205 637
Gewerkschaft der Polizei (GdP)	Police	171 709

⁸⁴ En 2010, la DGB regroupait 8 syndicats qui comptent près de 6,2 millions de membres, ce qui représente presque 80 % des adhérents du mouvement syndical allemand.

⁸⁵ En 1950, les ouvriers représentaient près de 50 % des militants SPD, ils sont à peine 10 % aujourd'hui.

⁸⁶ Heinz EVERTZ, « Un petit coup d'œil sur le syndicalisme allemand », *D'autres Repères.be*, revue de la Form'action André Renard, 2012.

Les syndicats affiliés au DGB sont exclusivement financés par les cotisations des membres et les revenus patrimoniaux. Ils ne perçoivent ni aide de l'État ni subvention publique. L'appareil, le personnel administratif et les intervenants non bénévoles doivent être rémunérés par les syndicats. La plupart des syndicats du DGB ont fixé la cotisation mensuelle à 1 % du salaire brut mensuel. Elle est généralement prélevée sur le compte de l'intéressé et peut être dans certains cas ajustée automatiquement lors d'une augmentation. Toute baisse du nombre d'adhérents compromet ainsi la bonne santé financière des syndicats et peut même dans le pire des cas les obliger à licencier.

Le paysage syndical allemand est en changement depuis quelques années. Un premier constat à formuler est que l'on peut observer une évolution vers un syndicalisme plus revendicatif. Les nouvelles générations et les exclus du monde du travail se sentent moins proches des principes de bonne compréhension du fonctionnement de l'économie et de la cogestion particuliers au syndicalisme allemand.

L'histoire du socialisme, du communisme et du syndicalisme allemand depuis un siècle et demi est une histoire commune aux autres mouvements ouvriers européens sur bien des points : tiraillements entre réformisme et révolution, concurrence entre socialistes et communistes, déchirements et répression pendant les deux guerres mondiales, évolutions similaires depuis 1945.

Mais l'Allemagne possède ses propres caractéristiques qui en font un exemple intéressant pour étudier le mouvement ouvrier : tendance précoce et puissante au réformisme, importance des syndicats liés au SPD, écrasement de la révolution communiste de 1919 par les socialistes, divisions du mouvement ouvrier allemand face au nazisme, évolution autonome des mouvements ouvriers dans les deux Allemagne pendant la guerre froide, mise en place à l'Ouest d'un modèle social allemand impulsé par le SPD et les syndicats.

25 août 2012

Jehan-Philippe Contesse, Lycée Montchapet, Dijon.